



Programme  
Alimentaire  
Mondial

SAUVER  
DES VIES  
CHANGER  
LES VIES

# Fill the Nutrient Gap Bénin

Rapport



Septembre 2023

Ce résumé et d'autres informations sont disponibles sous forme électronique à l'adresse suivante : [wfp.org/fillthenutrientgap](http://wfp.org/fillthenutrientgap).



### **Citation:**

Secrétariat Permanent du Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition et Programme Alimentaire Mondial. Fill the Nutrient Gap: Bénin. Cotonou, Bénin, 2023

### **Pour plus d'information veuillez contacter :**

Nutrition Division World Food Programme  
Systems Analysis for Nutrition  
Via C.G. Viola, 68/70, 00148, Rome, Italy  
Email: [nutrition@wfp.org](mailto:nutrition@wfp.org)

Programme Alimentaire Mondial (PAM) Bénin  
Lot 564, Zone Résidentielle,  
Rue 238-246, 01 BP 506, Cotonou, République du Bénin  
Email: [wfp.cotonou@wfp.org](mailto:wfp.cotonou@wfp.org)



## Avant-propos

Au Bénin la problématique de l'éradication de la faim et de la malnutrition occupe une place de choix dans le programme quinquennal du Gouvernement (Programme d'Actions du Gouvernement, 2021-2026). En effet, les taux de malnutrition chronique, d'émaciation et d'anémie ont stagné, pendant que la prévalence du surpoids est en hausse au cours des dix dernières années, malgré le développement des cadres politiques, avec des impacts non seulement sur le statut sanitaire et nutritionnel de la population, mais aussi sur le développement économique du pays. Il est donc nécessaire d'identifier des politiques, des stratégies et des actions programmatiques qui peuvent soutenir l'identification et la priorisation des interventions les mieux adaptées pour combler les déficits en nutriments, afin d'assurer un apport nutritionnel adéquat aux populations en général et aux groupes vulnérables en particulier, à travers une alimentation nutritive.

L'analyse Fill the Nutrient Gap (FNG) ou « Combler le déficit en nutriments » a pour but de renforcer l'analyse situationnelle et l'identification des points d'entrée pour améliorer l'état nutritionnel des populations. Elle utilise une approche de système alimentaire qui se concentre sur la disponibilité, l'accès physique et l'abordabilité des aliments nutritifs, les obstacles actuels, et les opportunités, à travers les secteurs de la santé, de la protection sociale, de l'éducation et de l'agriculture.

C'est dans ce cadre que l'analyse FNG a été réalisée au Bénin pour contribuer à l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable 2.2. « Mettre fin à toutes les formes de malnutrition d'ici 2030 », y compris en réalisant d'ici 2025 les objectifs retenus à l'échelle internationale relatifs au retard de croissance et à l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées. L'analyse et les résultats présentés dans le présent rapport aideront à renforcer la Politique Nationale d'Alimentation et de Nutrition 2023-2033 et contribuer à la priorisation des interventions dans son plan d'actions.

**Dr Alfred ACAKPO**  
Secrétaire Permanent du Conseil de  
l'Alimentation et de la Nutrition

# Résumé exécutif

## Contexte

Au Bénin, la situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans reste préoccupante avec 32% de retards de croissance, 17% d'insuffisance pondérale, 5% d'émaciation et 2% de surpoids (EDSB-V 2017-2018). Néanmoins, la disponibilité et la consommation alimentaires sont globalement satisfaisantes grâce à l'amélioration de la production agricole, selon un récent rapport (Cadre Harmonisé 2023). Conformément à l'objectif Faim Zéro, le Bénin s'est engagé à éliminer la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir l'agriculture durable (engagements du Bénin, réaffirmés au sommet Nutrition pour la croissance (Nutrition for Growth, N4G) de Tokyo 2021). La mise en œuvre du FNG au Bénin a eu lieu pendant la finalisation de la politique nationale d'alimentation et de nutrition, et l'élaboration du projet de loi sur l'alimentation scolaire. L'analyse du FNG fournit des preuves pour informer les choix stratégiques et programmatiques afin d'améliorer l'état nutritionnel des groupes vulnérables au Bénin, en évaluant les principaux obstacles à l'accès aux aliments nutritifs et en identifiant les points d'entrée pour les actions liées à la nutrition à travers de multiples secteurs. Les résultats et les recommandations de l'analyse FNG ont pour but de guider et d'aligner la mise en œuvre stratégique d'activités spécifiques et sensibles à la nutrition par les parties prenantes concernées.

## Processus et méthodes

L'analyse FNG a estimé les coûts de l'alimentation énergétique et de l'alimentation nutritive, ainsi que les pourcentages de ménages qui ne sont pas en mesure de s'offrir chaque type d'alimentation selon leurs dépenses alimentaires actuelles. Les coûts de l'alimentation énergétique et de l'alimentation nutritive sont estimés à l'aide du logiciel d'optimisation linéaire Cost of the Diet (CotD) développé par Save the Children UK. Les coûts et l'inabordabilité des aliments ont été estimés dans 10 zones de moyens d'existence du pays pour un ménage de cinq personnes comprenant un enfant âgé de 1 à 2 ans, un enfant d'âge scolaire (6-7 ans), une adolescente (14-15 ans), une femme allaitante et un homme adulte.

La collecte des données primaires des prix des aliments locaux a été effectuée dans 10 zones de moyens d'existence en janvier et février 2023, et les données sur les dépenses alimentaires de la base de données de l'Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire, de la Nutrition et des Systèmes Alimentaires (AGVSAN-SA, 2022) ont été utilisées pour calculer l'abordabilité de chaque régime en associant les départements aux zones de moyens d'existence correspondantes. Les résultats de l'analyse

ont ensuite été validés en mai 2023. Des révisions de l'analyse avec la modélisation des interventions ont été effectuées et présentées en juillet 2023 lors d'un atelier multisectoriel. Au cours de cet atelier, les parties prenantes ont formulé des recommandations basées sur les principaux résultats du FNG. Le Secrétariat permanent du Conseil de l'alimentation et de la nutrition (SP/CAN), avec l'appui technique du PAM, a dirigé le processus du FNG et convoqué les parties prenantes pour informer, valider et formuler les conclusions et recommandations de l'analyse du FNG.

## Résultats

1. Une grande partie des ménages béninois n'a pas les moyens d'avoir un régime alimentaire adéquat. Un ménage de 5 personnes doit dépenser au moins 1415 CFA par jour pour couvrir ses besoins nutritionnels et 568 CFA par jour pour satisfaire ses besoins énergétiques. Le coût d'une alimentation saine par ménage par jour est de 2177 CFA.
2. Plus de la moitié des ménages (60 pour cent) n'ont pas les moyens d'acheter un régime alimentaire nutritif et un sur cinq (21 pour cent) n'a pas les moyens d'acheter un régime uniquement énergétique. Les coûts et l'abordabilité de l'alimentation énergétique et de l'alimentation nutritive varient selon les zones de moyens d'existence.
3. Compte tenu des habitudes de consommation alimentaire, le maïs et les farines locales offrent de bonnes possibilités de fortification, ce qui peut améliorer l'accès des ménages à une alimentation nutritive abordable. Au Bénin, la fortification de la farine de blé, de l'huile et du sel est obligatoire, mais il existe encore une bonne opportunité de fortifier le maïs et le riz, étant donné le niveau élevé de consommation et la transformation industrielle de ces aliments. Le maïs fortifié en vitamine A, en vitamine B12, en fer et en zinc réduit le coût d'un régime alimentaire nutritif pour le ménage de 4 à 7 pour cent s'il est proposé au même prix ou à un prix supérieur de 20 pour cent à celui du maïs normal. La farine infantile fortifiée est disponible dans le commerce au Bénin, cependant, la norme de fortification pourrait être améliorée avec plus de micronutriments essentiels.
4. Étant donné que plus de 40 pour cent de la population béninoise a moins de 15 ans, les programmes axés sur le développement du capital humain des enfants et des jeunes peuvent profiter aux ménages et à l'économie à long terme. Le programme actuel de repas scolaires au Bénin réduit le fardeau économique des ménages ayant des enfants scolarisés en couvrant une partie

du coût d'une alimentation nutritive. Il couvre environ 30 pour cent des besoins journaliers en macronutriments et plus de 50 pour cent des besoins journaliers en certains micronutriments pour les enfants.

5. Il est possible d'améliorer les repas scolaires. Le remplacement des aliments de base actuels par des équivalents fortifiés ou des céréales complètes et l'ajout d'aliments disponibles localement peuvent améliorer la qualité nutritionnelle des repas. En outre, les aliments d'origine animale sont ceux qui contribuent le plus à combler les carences nutritionnelles des enfants et des adolescents d'âge scolaire. Cependant, l'inclusion de ces aliments dans les repas scolaires est entravée par des chaînes de valeur faibles ou inexistantes.
6. Au Bénin, les jeunes femmes qui se marient avant l'âge de 18 ans commencent leur vie reproductive très tôt et ont du mal à réaliser tout leur potentiel. Les efforts combinés de différents secteurs permettent aux filles de rester à l'école en couvrant une partie de leurs frais de nourriture et d'éducation. Les données internationales montrent que la fourniture de repas scolaires a le plus grand impact sur l'amélioration de l'égalité des sexes dans l'éducation, tandis que les transferts d'argent sont un autre programme efficace pour maintenir les filles à l'école. En effet, les repas scolaires avec une ration de base de maïs fortifié et un Cash+Care (programme de transferts monétaires ciblé avec l'appui de l'UNICEF) peuvent réduire de 27 pour cent le déficit d'abordabilité à une alimentation nutritive d'une adolescente.
7. Les violences et les déplacements récents dans les régions du nord du Bénin ont affecté les moyens d'existence, et donc la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les plans de réponse globaux doivent inclure des interventions sensibles à la nutrition afin d'éviter une détérioration de la situation nutritionnelle des personnes déplacées et des communautés d'accueil.

8. Les programmes de protection sociale, les interventions améliorant les pratiques agricoles, ainsi que la fourniture de suppléments aux personnes ciblées peuvent contribuer à couvrir les besoins nutritionnels des ménages. Cependant, une seule intervention ne suffit pas à combler substantiellement l'écart d'abordabilité de l'alimentation nutritive d'où la nécessité d'une approche chaîne de valeurs sensibles nutrition. Les diverses interventions contribuent à couvrir le coût d'une alimentation nutritive de différentes manières et une coordination multisectorielle est nécessaire pour garantir une assistance complète aux ménages les plus vulnérables.

## Recommandations

1. Améliorer la qualité nutritionnelle des repas scolaires en augmentant la diversité des groupes d'aliments présents dans les repas.
2. Développer des systèmes, des capacités et des infrastructures pour la fortification des aliments de base et des aliments transformés.
3. Améliorer la qualité nutritionnelle des repas scolaires en remplaçant le maïs/riz blanc par du maïs enrichi ou du riz brun non poli ou du riz étuvé.
4. Améliorer l'état nutritionnel des adolescents en utilisant les écoles comme plateforme pour les interventions de santé.
5. Développer des systèmes nationaux pour fournir des transferts monétaires aux ménages confrontés à des chocs et aux ménages vivant dans l'extrême pauvreté.
6. Développer des programmes de résilience tenant compte de la nutrition dans les zones sujettes aux chocs et dans les communautés à fort taux de pauvreté.





Fill The Nutrient Gap Bénin | RAPPORT

## Introduction à l'analyse Comblant le Déficit en Nutriments (FNG) du Bénin

Au Bénin, la situation nutritionnelle chez les enfants de moins de cinq ans demeure préoccupante. En effet, selon les résultats de la dernière enquête démographique et de santé (EDSB-V 2017-2018), 32 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent du retard de croissance, 17 pour cent de l'insuffisance pondérale, 5 pour cent de l'émaciation et 2 pour cent d'une surcharge pondérale. Les résultats de l'enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS 2021-2022) indiquent que 36,5 pour cent des de moins de cinq ans souffrent du retard de croissance, 21 pour cent de l'insuffisance pondérale, 8,3 pour cent de l'émaciation.

Conformément à l'objectif Faim Zéro, le Bénin s'est engagé à éliminer la faim, à assurer la sécurité alimentaire, à améliorer la nutrition et à promouvoir l'agriculture durable (engagements du Bénin réaffirmés au Sommet N4G de Tokyo 2021). L'analyse FNG au Bénin a eu lieu alors que la politique alimentaire et nutritionnelle nationale était en cours de finalisation et qu'un projet de loi sur l'alimentation scolaire était en cours d'élaboration. L'analyse FNG évalue les principaux obstacles auxquels les ménages sont confrontés pour accéder à des aliments nutritifs et vise à identifier les points d'entrée pour les actions liées à la nutrition dans de multiples secteurs, dans le but d'endiguer la malnutrition. Les résultats de l'analyse FNG servent de preuves pour éclairer les choix stratégiques, politiques et programmatiques en vue d'améliorer l'état nutritionnel des groupes vulnérables. Les résultats et

les recommandations du FNG sont destinés à guider et à aligner la mise en œuvre stratégique d'activités spécifiques et sensibles à la nutrition par les parties prenantes concernées.

### Créer un consensus pour une meilleure nutrition

La nutrition est un pilier essentiel du développement d'une nation productive et en bonne santé. Une nutrition adéquate favorise le développement physique et cognitif, prévient les maladies et accroît le potentiel productif et social. L'amélioration de l'alimentation, en particulier celle des enfants et des femmes, apporte des avantages immédiats et à long terme en matière de santé, d'éducation et d'économie. Les deux séries du Lancet (2013 et 2021) sur la malnutrition maternelle et infantile ont recensé une variété d'interventions nutritionnelles qui se sont avérées efficaces. L'amélioration de la situation nutritionnelle dans un pays nécessite des actions coordonnées entre les systèmes d'alimentation, de protection sociale, de santé et d'éducation, qui reposent sur une bonne compréhension du contexte local, de ses opportunités et de ses goulots d'étranglement, et sur une synthèse de la recherche mondiale et locale.

L'Analyse FNG est un processus analytique composé d'une revue de la littérature secondaire combinée à l'optimisation linéaire CotD afin de comprendre les

facteurs locaux qui affectent la disponibilité, le coût et l'accessibilité d'une alimentation nutritive. Les solutions possibles pour améliorer la disponibilité des aliments nutritifs, réduire leur coût et/ou augmenter les revenus sont ensuite évaluées pour leur potentiel à améliorer l'accès à une alimentation nutritive, en utilisant le logiciel CotD. De cette manière, le potentiel contextuel d'impact des interventions éprouvées peut être quantifié.

Ce rapport présente les résultats de l'analyse et une discussion sur son processus, sa méthodologie et ses limites. Il souligne les recommandations et les priorités identifiées par les parties prenantes. En identifiant et en contextualisant ces résultats, l'analyse FNG contribue à établir un consensus autour d'une vision et d'une voie à suivre pour améliorer la nutrition au Bénin de manière durable et intégrée dans les systèmes alimentaires du pays.

## Comblent le déficit en nutriments : évaluation de la situation en vue d'une prise de décision multisectorielle pour la prévention de la malnutrition

La malnutrition a deux causes directes : un apport alimentaire insuffisant et un mauvais état de santé. L'évaluation FNG se concentre sur les lacunes en matière d'apport alimentaire afin d'informer les politiques nationales et les actions qui peuvent être prises à travers les systèmes alimentaires, d'éducation, de protection sociale et de santé pour améliorer la nutrition, en mettant l'accent sur les populations les plus vulnérables. Le FNG examine si les aliments nutritifs sont disponibles, accessibles et abordables dans un contexte spécifique, et identifie les obstacles qui conduisent à des déficits dans l'apport nutritionnel. L'analyse se concentre sur l'évaluation des choix alimentaires des personnes vulnérables et sur la manière dont ces choix sont faits. Le processus FNG identifie et modélise les impacts des interventions adaptées au contexte pour améliorer l'alimentation et les apports en nutriments. Les résultats sont utilisés pour identifier les points d'entrée entre les systèmes, pour affiner les programmes et pour faire des recommandations aux décideurs politiques.

L'évaluation comprend deux volets :

1. Un examen des données et informations secondaires sur les facteurs qui affectent l'apport alimentaire. Cela inclut les tendances de la malnutrition dans le temps, les caractéristiques du système et de l'environnement alimentaire, ainsi que le comportement de la population en matière d'alimentation et de nutrition.
2. Une évaluation de la mesure dans laquelle les obstacles économiques empêchent un apport adéquat en nutriments. Cette évaluation utilise le logiciel de programmation linéaire Cost of the Diet (CotD) développé par Save the Children (UK), et comprend la modélisation de l'impact économique des interventions possibles pour augmenter l'apport en nutriments et combler les carences nutritionnelles.

La prévention de la malnutrition, notamment par un meilleur accès aux aliments nutritifs, ne peut être réalisée par un seul secteur. Le FNG est conçu pour informer la prise de décision multisectorielle et implique donc les parties prenantes de tous les secteurs, y compris l'alimentation, la santé, l'agriculture, l'éducation et la protection sociale.

Ce sont les parties prenantes qui définissent la portée et l'objectif de l'évaluation. Elles fournissent des données et des sources d'information pour identifier les obstacles et les points d'entrée spécifiques au contexte et, avec l'équipe d'analyse, elles développent une compréhension commune des problèmes et des solutions possibles. Les parties prenantes identifient ensuite les interventions appropriées, spécifiques et sensibles à la nutrition, qui peuvent être mises en œuvre par différents secteurs en utilisant les plateformes existantes. Il peut s'agir de filets sociaux, de marchés alimentaires, de soins prénataux, de programmes d'alimentation scolaire, etc.

La méthodologie FNG a été développée par le PAM avec le soutien technique de partenaires tels que l'Université de Californie Davis, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI, Washington DC), Epicentre (Paris), l'Université Harvard (Boston), l'Université Mahidol (Bangkok), Save the Children (Royaume-Uni) et l'UNICEF.

Entre 2016 et début 2022, des analyses FNG ont été réalisées dans 40 pays et, au moment de la rédaction du présent rapport, en 2023, d'autres étaient en préparation.

Pour plus d'informations sur le concept et la méthode de l'analyse, voir Bose I, Baldi G, Kiess L, de Pee S, The 'Fill the Nutrient Gap' Analysis : Une approche pour renforcer l'analyse de la situation nutritionnelle et la prise de décision vers des politiques multisectorielles et un changement des systèmes. *Matern Child Nutr* 2019 : DOI : 10.1111/mcn.12793

# Processus et portée de l'analyse

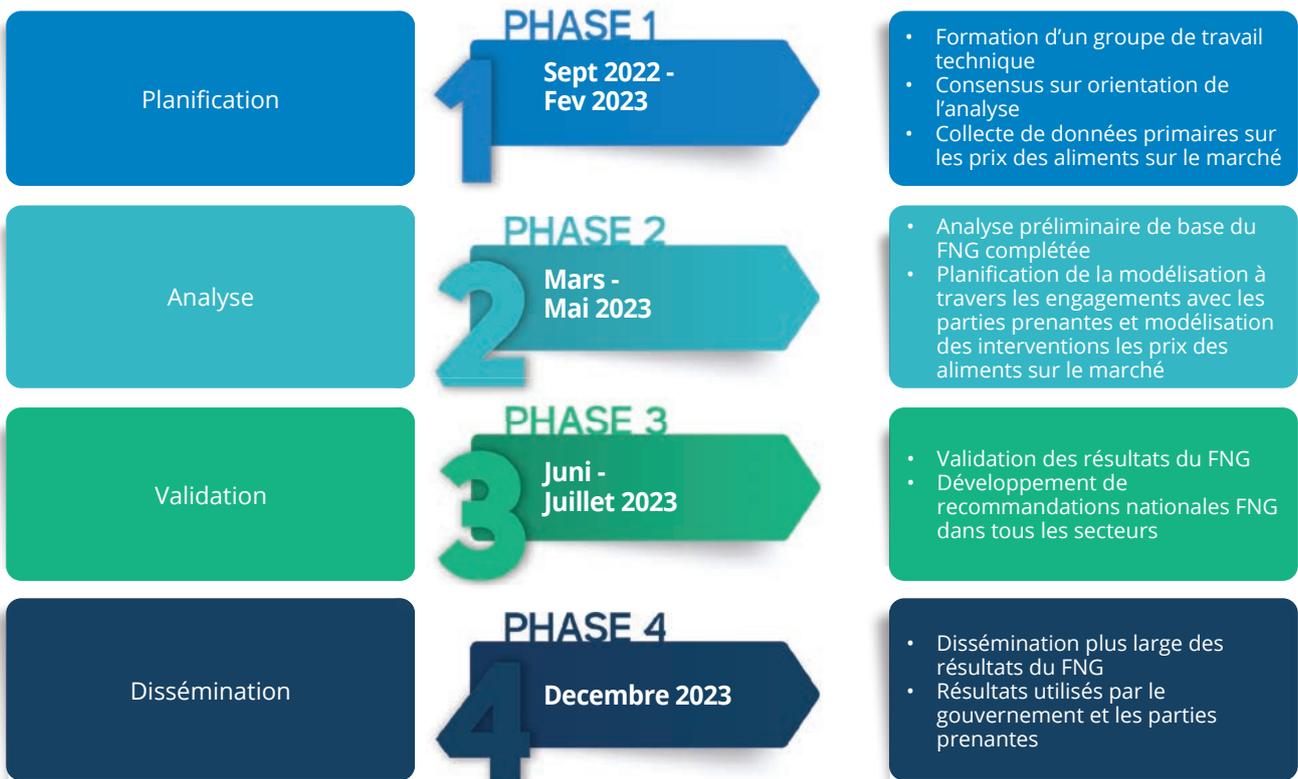
## Processus de l'analyse FNG au Bénin.

Au Bénin, l'analyse a été réalisée sous la direction du Secrétariat permanent du Conseil de l'alimentation et de la nutrition (SP/CAN) chargée de coordonner les activités de tous les acteurs nationaux et internationaux impliqués dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition. L'analyse a réuni tous les partenaires du SP/CAN (Ministères sectoriels, Organisation Non Gouvernementale (ONG) et Partenaires Techniques et Financiers (PTF), société civile) et a bénéficié de l'appui technique des équipes Nutrition et Suivi & Evaluation du PAM Bénin, du Bureau régional du PAM à Dakar et de l'équipe "Analyse des systèmes pour la nutrition" du siège du PAM à Rome.

Le processus a commencé en septembre 2022 avec la formation du groupe de travail technique (GTT) FNG,

dirigé par le SP/CAN. Au stade de la planification, le GTT a défini l'orientation de l'analyse FNG et identifié les sources de données à utiliser. Les données sur les prix alimentaires ont ensuite été collectées en janvier et février 2023 (Figure 1). L'équipe FNG a ensuite réalisé une analyse préliminaire et validé les résultats avec les parties prenantes au cours d'un atelier en mai 2023. Des révisions de l'analyse et de la modélisation des interventions en cours au Bénin ont ensuite été effectuées, et celles-ci ont été présentées et validées lors d'un atelier multipartite en juillet 2023. Au cours de cet atelier, les parties prenantes ont formulé des recommandations basées sur les principaux résultats du FNG. Les résultats validés de l'analyse du FNG et les recommandations des parties prenantes seront diffusés aux autorités et aux différentes institutions intervenant dans le secteur de l'alimentation et de la nutrition au Bénin.

Figure 1 : Le processus FNG suivi au Bénin

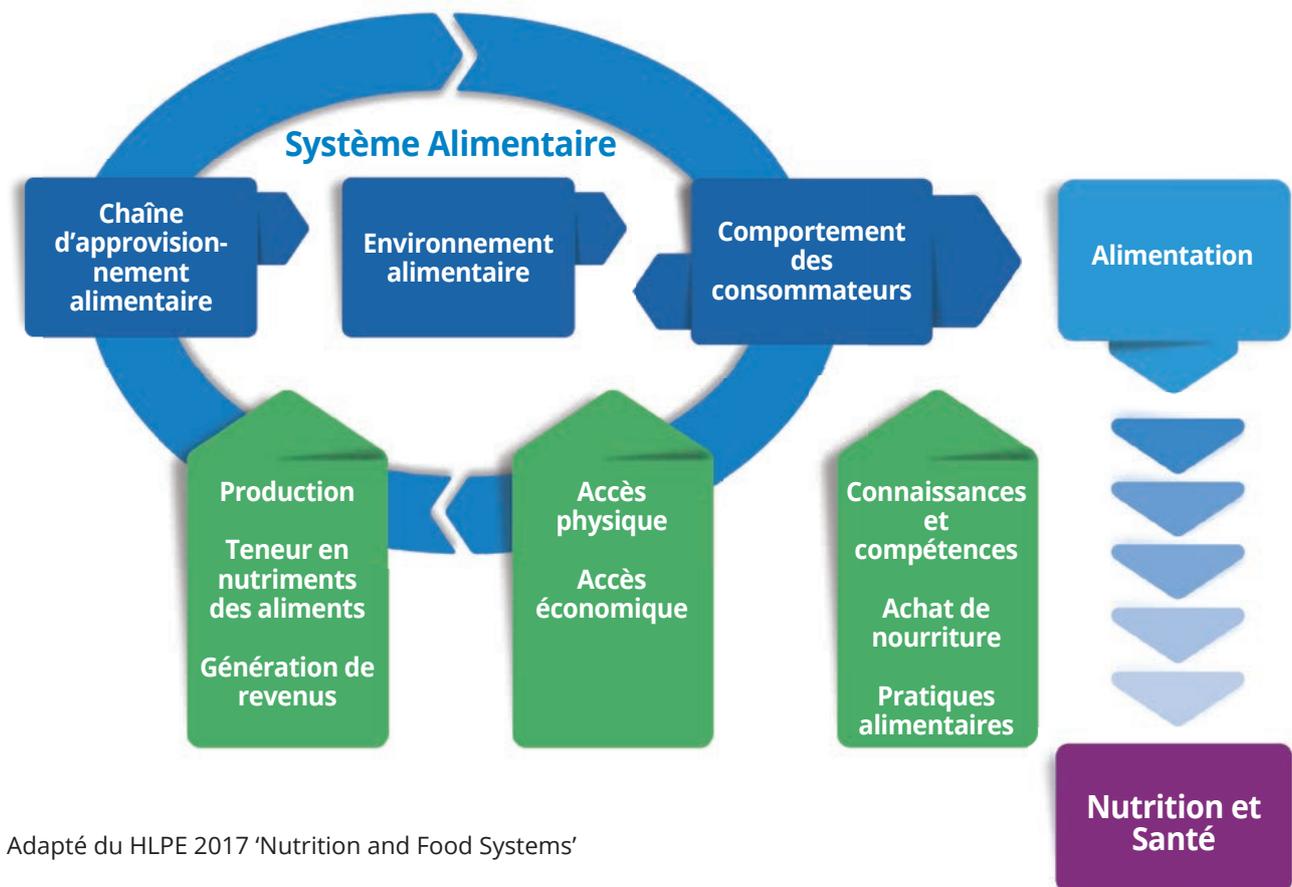


## Portée et objectif de l'analyse FNG

Le FNG du Bénin se concentre sur l'amélioration de la compréhension de l'environnement alimentaire des groupes vulnérables, en particulier les enfants de moins de 2 ans, les enfants d'âge scolaire, les adolescentes et les femmes allaitantes. L'analyse vise à identifier les barrières économiques et physiques à un apport nutritionnel adéquat et à identifier les points d'entrée pour un plus grand impact sur l'amélioration de la nutrition en utilisant une approche des systèmes alimentaires. Les solutions à long terme pour réduire

la malnutrition nécessitent une transformation des systèmes alimentaires le long des chaînes d'approvisionnement, de l'environnement alimentaire et du comportement des consommateurs (Figure 2). Les conclusions et les recommandations de l'analyse FNG permettent d'aligner la communication et la sensibilisation sur la nutrition afin d'assurer la cohérence des messages entre les différentes parties prenantes (agences des Nations unies, ONG, services techniques de l'État et société civile) et de guider la mise en œuvre stratégique d'activités spécifiques et sensibles à la nutrition.

**Figure 2 :** Cadre conceptuel du système alimentaire pour l'alimentation et les résultats en matière de nutrition et de santé



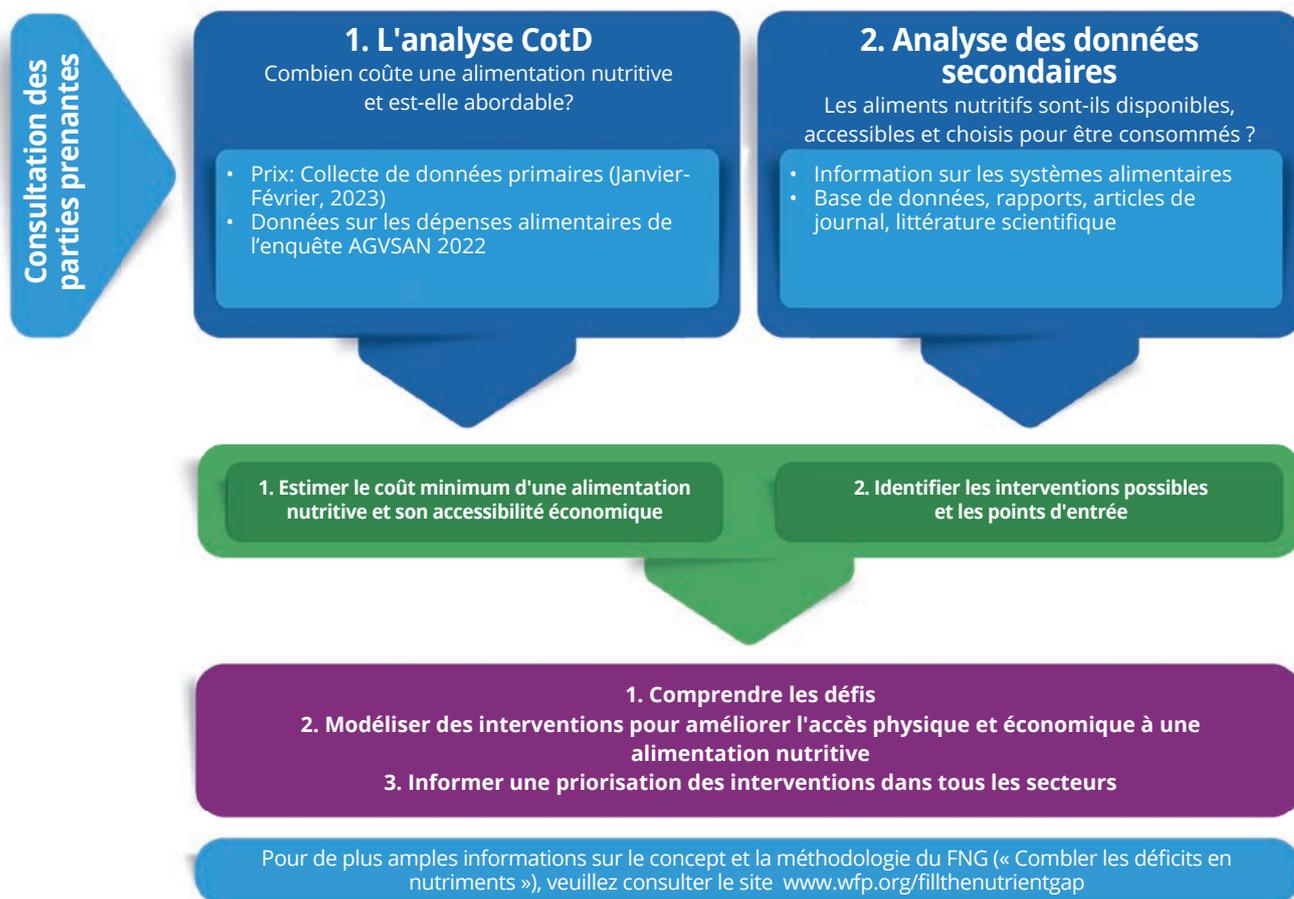
Adapté du HLPE 2017 'Nutrition and Food Systems'



## Méthodologie

L'analyse FNG se compose d'une analyse CotD et d'une analyse des données secondaires et de la littérature (Figure 3).

**Figure 3 :** Cadre analytique du FNG



### Analyse du coût de l'alimentation (Cost of the Diet (CotD))

L'analyse du coût de l'alimentation est principalement basée sur les données relatives aux prix des denrées alimentaires locales et aux dépenses alimentaires des ménages. Afin de calculer le coût de l'alimentation, les données sur les prix des aliments ont été principalement collectées sur 68 marchés dans 10 zones de moyens d'existence en janvier et février 2023. Elles comprennent les prix de 133 aliments appartenant à 12 groupes alimentaires et des informations sur les aliments fortifiés. La disponibilité et les prix des produits peuvent varier au cours de l'année. La période de collecte correspondant à la saison d'abondance alimentaire au niveau des régions, cette variation devrait être prise en compte lors de l'interprétation des résultats de l'analyse.

À l'aide des données collectées sur les prix des denrées alimentaires locales, les coûts d'une alimentation exclusivement énergétique et celui d'une alimentation nutritive sont estimés par programmation linéaire à

l'aide de l'outil "Cost of the Diet" (Save the Children UK). Le coût d'une alimentation saine est estimé en suivant les recommandations diététiques basées sur les directives diététiques du Guide alimentaire du Bénin (2015). Le coût d'une alimentation saine est également estimé pour chacune des 10 zones de moyens d'existence. Le coût du régime alimentaire nutritif est ajusté pour refléter la consommation d'aliments de base de chaque zone sur la base des rapports décrivant la consommation alimentaire des ménages (2019) et des zones de moyens d'existence (2016). Le maïs est choisi comme principal aliment de base et représente 47 à 85 pour cent de la consommation totale d'aliments de base, dans toutes les zones de moyens d'existence, et d'autres aliments de base (mil, igname, sorgho, riz et manioc) sont sélectionnés en fonction du régime alimentaire de chaque zone.

Le coût d'une alimentation nutritive est comparé au coût d'une alimentation énergétique. Ensuite, les données sur les dépenses alimentaires au niveau de la population sont comparées au coût d'une alimentation énergétique

et celui d'une alimentation nutritive pour estimer la proportion de la population qui dépense actuellement moins que le coût minimum d'une alimentation nutritive. Cette estimation est désignée par le terme "non-abordabilité d'une alimentation nutritive" dans ce rapport. L'analyse a utilisé les données de AVGSAN-SA 2022, qui ont été désagrégées au niveau départemental. Pour calculer la non-abordabilité au niveau de la zone

des moyens d'existence, les départements ont été associés à chacune des zones des moyens d'existence pour être utilisés dans l'analyse FNG. Les données sur les dépenses ont été ajustées pour tenir compte de l'inflation de janvier 2021 à janvier 2023 en utilisant l'indice des prix à la consommation (Bulletin mensuel de l'indice des prix à la consommation, janvier 2023).

## ANALYSE « COST OF THE DIET » (CotD)

Le logiciel CotD utilise la programmation linéaire pour comprendre dans quelle mesure la pauvreté, la disponibilité et le prix des aliments peuvent affecter la capacité des personnes à satisfaire leurs besoins en nutriments. À l'aide de données de prix, recueillies sur les marchés ou auprès de sources secondaires, le logiciel calcule la quantité, la combinaison et le coût le plus bas possible des aliments locaux nécessaires pour fournir aux individus ou aux ménages leurs besoins moyens en énergie, ainsi que leur apport recommandé en protéines, en graisses et en micronutriments<sup>1</sup>. Les types d'alimentation sont calculés dans le cadre de contraintes définies afin d'éviter l'inclusion de groupes ou de quantités irréalistes d'aliments et l'apport de quantités excessives de nutriments.

L'approche FNG définit "l'alimentation ajustée aux aliments de base" comme l'alimentation nutritive la moins coûteuse qui comprend un aliment de base typiquement consommés dans un contexte et exclut les aliments interdits<sup>2</sup>. Cette alimentation est appelée "l'alimentation nutritive" dans le présent résumé. Il répond aux besoins en nutriments, notamment en protéines, en neuf vitamines et en quatre minéraux, et ne dépasse pas les besoins en énergie et en graisses. L'alimentation nutritive est conceptuellement similaire à l'alimentation "adéquate sur le plan nutritionnel", estimé comme le deuxième niveau de qualité de l'alimentation dans le rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire (SOFI).

Les données relatives aux dépenses de la population sont comparées au coût de l'alimentation nutritive et sont utilisées pour estimer la proportion de la population qui ne serait pas en mesure de l'acheter. Cette non-abordabilité peut être estimée et comparée entre différentes régions, saisons ou pays. L'estimation de la non-abordabilité est une estimation minimale de la proportion de ménages n'ayant pas les moyens financiers d'acheter l'alimentation nutritive la moins coûteuse, en supposant une sélection optimale des aliments nutritifs. Le coût réel et le caractère inabordable d'une alimentation nutritive sont probablement plus élevés, comme le reflète une alimentation saine, qui comprend des aliments de plusieurs groupes alimentaires et présente une plus grande diversité au sein des groupes alimentaires.

<sup>1</sup> Selon la définition de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

<sup>2</sup> Cette alimentation n'est pas censée refléter l'alimentation actuelle des individus ou des ménages et ne doit pas être utilisée pour élaborer des recommandations fondées sur l'alimentation ou des directives diététiques. Les aliments interdits peuvent l'être pour des raisons de coutume ou de santé publique, par exemple les escargots pendant la grossesse dans certaines régions.

## Analyse des données secondaires

L'analyse des données secondaires du FNG identifie les obstacles à l'accès à une alimentation nutritive, les plateformes d'intervention permettant d'atteindre les groupes de population les plus vulnérables sur le plan nutritionnel et les possibilités d'interventions politiques et programmatiques visant à améliorer l'accès aux aliments nutritifs par le biais de multiples secteurs, notamment l'agriculture, la santé, la protection sociale et l'éducation.

La revue des données secondaires et les discussions avec les parties prenantes permettent d'identifier les interventions à modéliser dans le cadre du FNG et les

points d'entrée pour améliorer l'accessibilité physique et économique à une alimentation nutritive et de définir les interventions prioritaires et les recommandations à travers tous les secteurs pertinents. L'examen des données secondaires au Bénin couvre les documents politiques, les articles de journaux, la littérature grise, les rapports d'évaluation, etc. dans les domaines pertinents pour l'analyse FNG identifiés par les parties prenantes. Les domaines concernés comprennent, sans s'y limiter, le programme d'alimentation scolaire, la consommation et les habitudes alimentaires, l'inflation des prix des denrées alimentaires, la fortification, les zones de moyens d'existence, les programmes et politiques agricoles, la chaîne de valeur agricole et les programmes de protection sociale.

## Ménage modélisé et principaux groupes cibles pour l'analyse

Sur la base de la taille moyenne des ménages au niveau national, l'analyse FNG a été réalisée pour un ménage de 5 personnes, comprenant les individus suivants :

1. Enfant de moins de deux ans (12-23 mois) ;
2. Enfant d'âge scolaire (6-7 ans) ;
3. Fille adolescente (14-15 ans) ;
4. Femme allaitante ;
5. Homme adulte

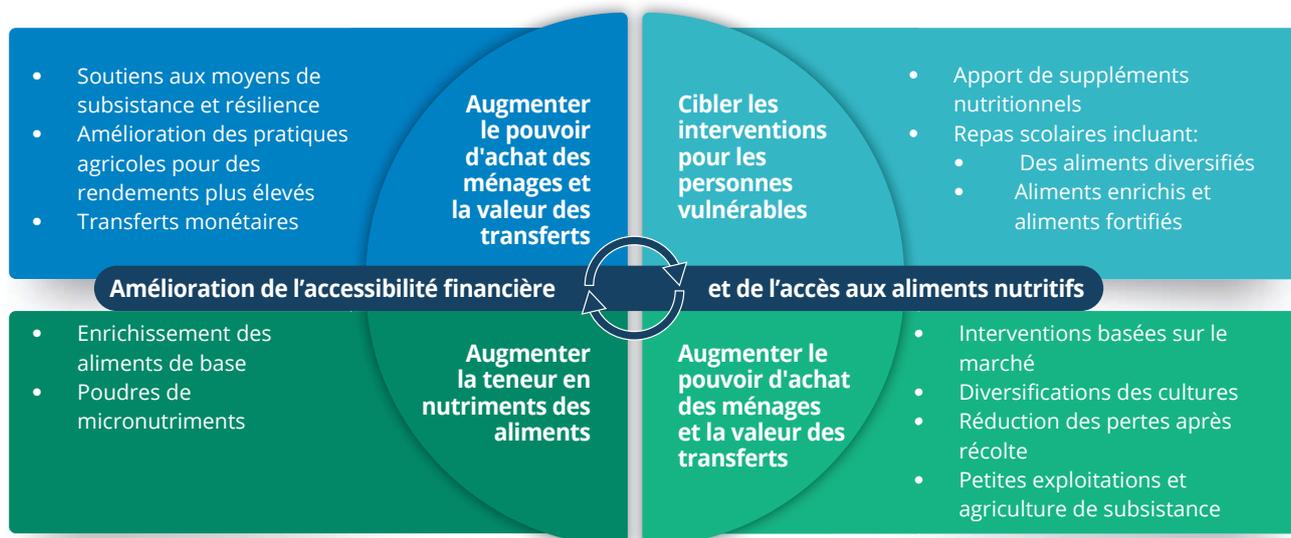
La composition du ménage qui a été validée avec les parties prenantes reflète la taille moyenne des ménages au Bénin et prend en compte les besoins en nutriments aux différentes étapes du cycle de vie et les groupes nutritionnellement vulnérables.

## Modélisation d'interventions

Toutes les interventions modélisées dans l'analyse du FNG ont été définies et approuvées par les parties prenantes. L'objectif de la modélisation a été défini par le groupe de travail technique (GTT) au début de la phase de planification du FNG.

Afin d'identifier des recommandations concrètes basées sur des analyses, le processus FNG s'est concentré sur les domaines de modélisation décrits dans la figure 4 :

**Figure 4 :** Points d'entrée et interventions modélisés pour estimer la réduction des coûts et l'amélioration de l'accès financier à un régime alimentaire nutritif



# Résultats

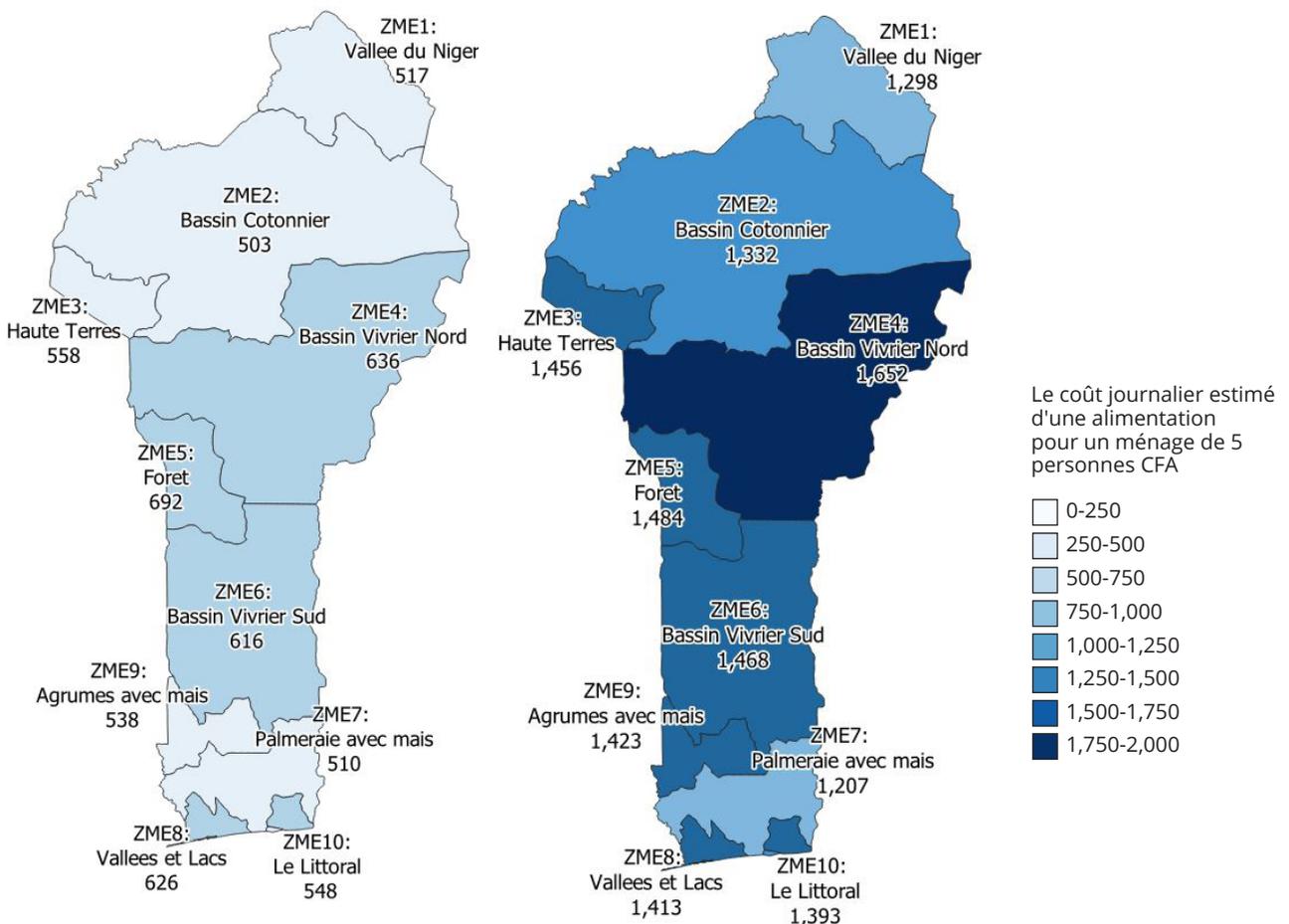
## 1. En moyenne, un ménage modélisé de 5 personnes doit dépenser au moins 1415 CFA par jour pour couvrir ses besoins nutritionnels.

Selon l'analyse du coût de l'alimentation, la satisfaction des besoins nutritionnels d'un ménage de 5 personnes coûterait en moyenne 1415 CFA, tandis que la satisfaction des besoins énergétiques coûterait 568 CFA, ce qui signifie qu'une alimentation nutritive coûterait plus de deux fois plus cher qu'une alimentation purement énergétique. Le coût d'une

alimentation saine par ménage par jour est de 2177 CFA, soit plus de trois fois celui d'une alimentation purement énergétique.

Dans les différentes zones de moyens d'existence, le coût d'une alimentation nutritive varie considérablement (Figure 5). Un ménage modélisé dans le bassin Vivrier Nord est confronté au coût le plus élevé (1652 CFA par jour), et un ménage dans la Palmeraie, au coût le plus bas (1207 CFA) pour une alimentation nutritive. Le coût d'une alimentation exclusivement énergétique pour le ménage modélisé est relativement stable dans les différentes zones de moyens d'existence.

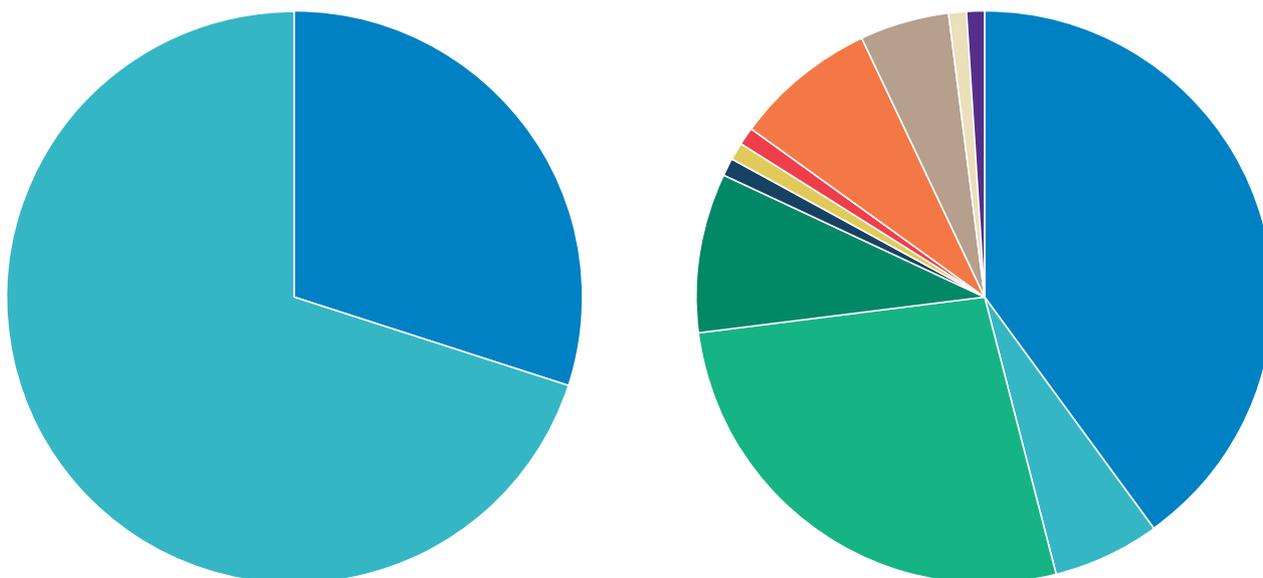
**Figure 5 :** Coûts de l'alimentation énergétique (gauche) et de l'alimentation nutritive (droit) dans les différentes zones de moyens d'existence



Le coût d'un régime nutritif est beaucoup plus élevé que celui d'un régime uniquement énergétique, car les aliments nécessaires pour répondre aussi bien aux différents besoins en macronutriments qu'aux besoins en micronutriments sont plus chers que les aliments énergétiques. Alors que les besoins énergétiques

peuvent être satisfaits par un ou deux groupes d'aliments seulement (par exemple, les céréales, les huiles et les graisses), une alimentation nutritive nécessite une plus grande diversité dans les différents groupes d'aliments (Figure 6).

**Figure 6 :** Composition alimentaire de chaque régime (apports en kcal) pour femme allaitante dans la Vallée du Niger



**Alimentation énergétique**

- Maïs jaune
- Maïs blanc

**Alimentation nutritive**

- Maïs jaune
- Mil
- Sorgho
- Soja
- Agneau ou mouton, foie
- Petit poisson, séché
- Courtilière, cuite
- Lait, vache, caillé
- Lait, vache, frais
- Chou
- Tomate, rouge

D'autre part, le coût d'une alimentation saine pour le ménage modélisé serait, en moyenne, de 2177 CFA par jour, soit 50 pour cent de plus que celui de l'alimentation nutritive, même si les aliments recommandés les moins chers dans un groupe d'aliments ont été sélectionnés conformément aux lignes directrices alimentaires du Bénin (2015). En outre, le régime alimentaire nutritif le moins cher ne couvre pas tous les besoins quotidiens en micronutriments de tous les membres du ménage de référence comme les femmes enceintes ou allaitantes. Il présente des carences en vitamine A, vitamine B<sub>6</sub>, acide pantothénique, fer, calcium et vitamine B<sub>12</sub>.

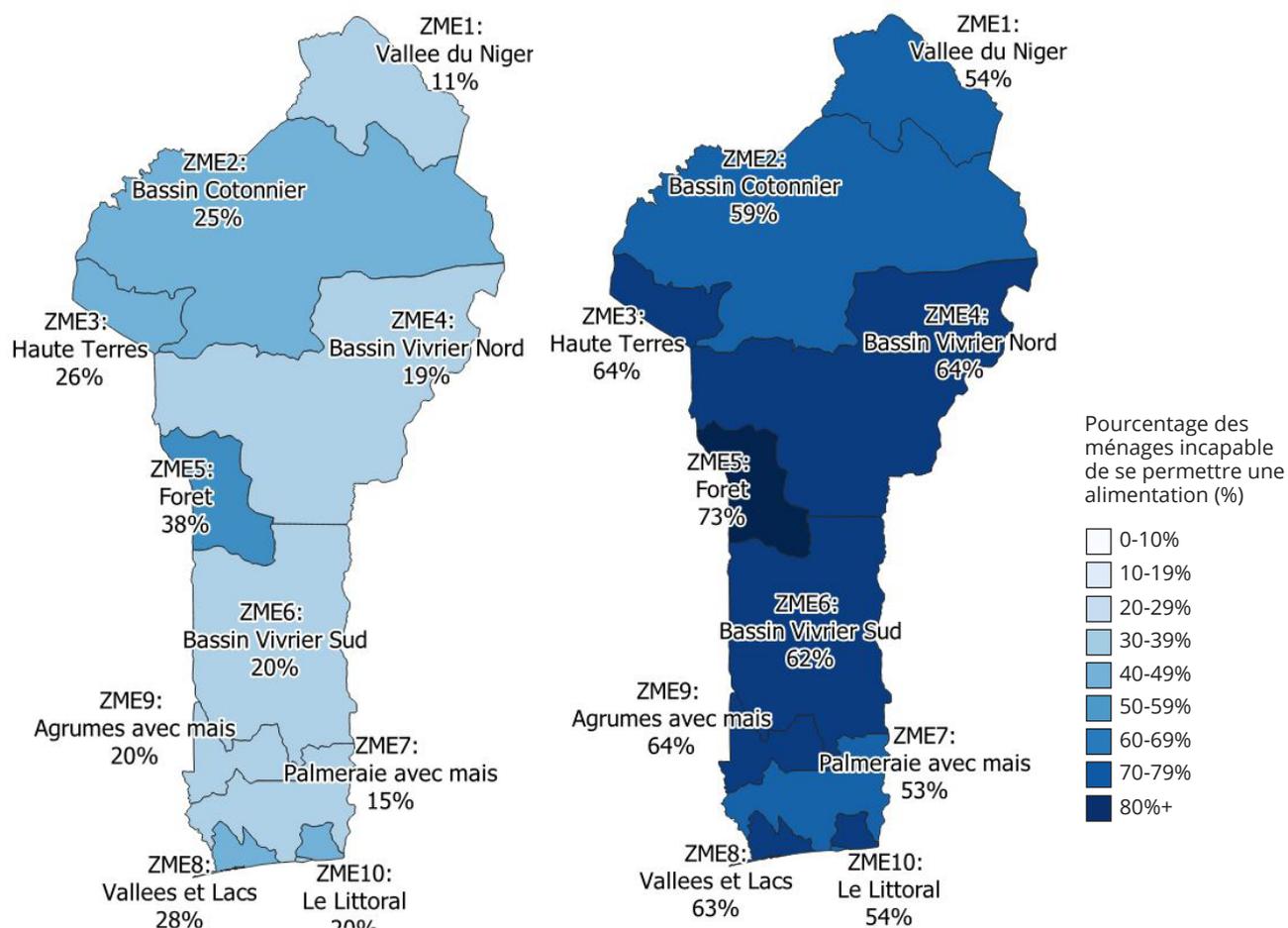
**2. Plus de la moitié des ménages béninois (60 pour cent) n'ont pas les moyens pour accéder une alimentation à moindre coût qui réponde à leurs besoins nutritionnels, c'est-à-dire une alimentation nutritive.**

Au Bénin, en moyenne, plus de la moitié des ménages (60 pour cent) n'auraient pas les moyens de s'offrir une alimentation nutritive, un ménage sur cinq (21 pour cent) n'aurait pas les moyens de s'offrir une alimentation uniquement énergétique, et quatre

ménages sur cinq (78 pour cent) n'auraient pas les moyens de s'offrir une alimentation saine. Le caractère inabordable de l'alimentation énergétique et de l'alimentation nutritive varie d'une zone de moyens d'existence à l'autre. Pour le régime énergétique, la non-abordabilité varie de 11 pour cent dans la Vallée du Niger à 38 pour cent dans la ZME Forêt, où plus d'un tiers des ménages ne seraient pas en mesure de répondre à leurs besoins énergétiques. En outre, la non-abordabilité d'une alimentation nutritive est significativement élevée dans toutes les zones de moyens d'existence, allant de 53 pour cent (Palmeraie avec maïs) à 73 pour cent (Forêt) (Figure 7).

La capacité économique et les prix des aliments disponibles localement dans une zone déterminent le degré de non-abordabilité d'une alimentation nutritive. Par exemple, le coût minimum d'une alimentation nutritive est légèrement plus bas dans la Forêt (1484 CFA) que dans le Bassin Vivrier Nord (1652 CFA). Cependant, les dépenses alimentaires des ménages sont plus faibles dans le Forêt que dans le Bassin Vivrier Nord et, par conséquent, une proportion plus élevée de ménages dans la Forêt (73 pour cent) que dans le Bassin Vivrier (64 pour cent) ne serait pas en mesure de payer le coût de l'alimentation nutritive.

**Figure 7 :** Non-abordabilité de l'alimentation énergétique (gauche) et de l'alimentation nutritive (droit) dans les différentes zones de moyens d'existence



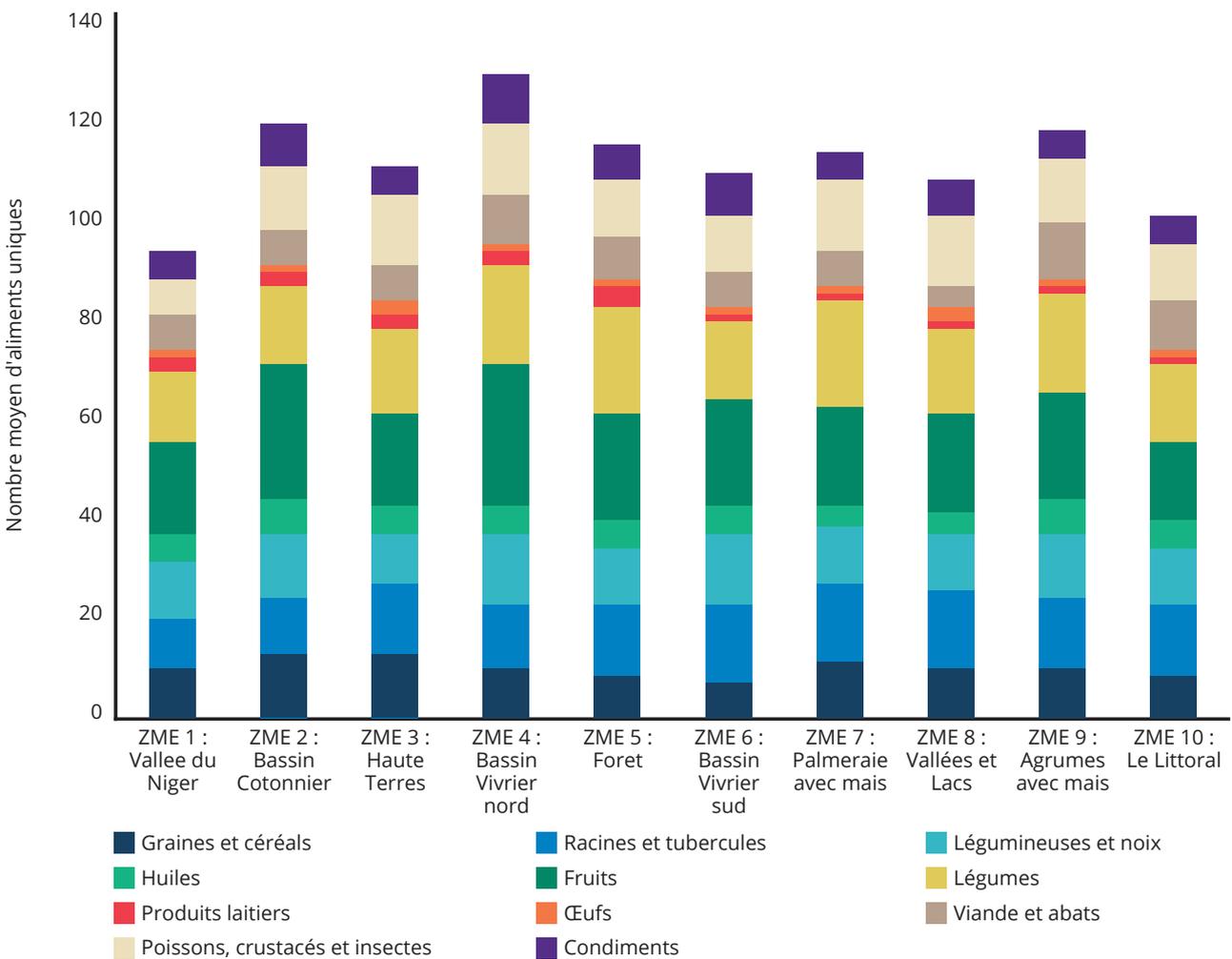
### 3.

Les marchés au Bénin ont une bonne diversité de produits alimentaires, bien que l'assortiment et les coûts diffèrent selon les zones de moyens d'existence. Les interventions qui dépendent des systèmes alimentaires doivent être adaptées au contexte régional.

Bien qu'une bonne diversité d'aliments soit disponible sur les marchés du Bénin, chaque zone de moyens d'existence dispose d'un assortiment différent d'aliments à des prix variables. Le nombre moyen d'aliments disponibles sur un marché varie de 93 dans la Vallée du Niger à 128 dans le Bassin Vivrier Nord,

où l'on trouve une plus grande variété de fruits et de légumes (Figure 8). Le maïs est un aliment de base largement disponible dans toutes les régions du Bénin, mais d'autres aliments de base essentiels comme l'igname, le sorgho, le manioc et le riz sont disponibles dans certaines zones et pas dans d'autres. Par exemple, le riz et le manioc sont largement consommés dans le sud du pays, tandis que le sorgho est consommé dans le nord. Au Bénin, les légumes à feuilles vertes, les céréales et le soja, les noix de palme, les petits poissons et les abats de diverses viandes sont identifiés comme des aliments bon marché et largement disponibles. Ces aliments contribuent à fournir les micronutriments limitants (calcium, acide pantothénique et vitamine B<sub>12</sub>), ceux dont les besoins étaient les plus difficiles à satisfaire pour le ménage modélisé.

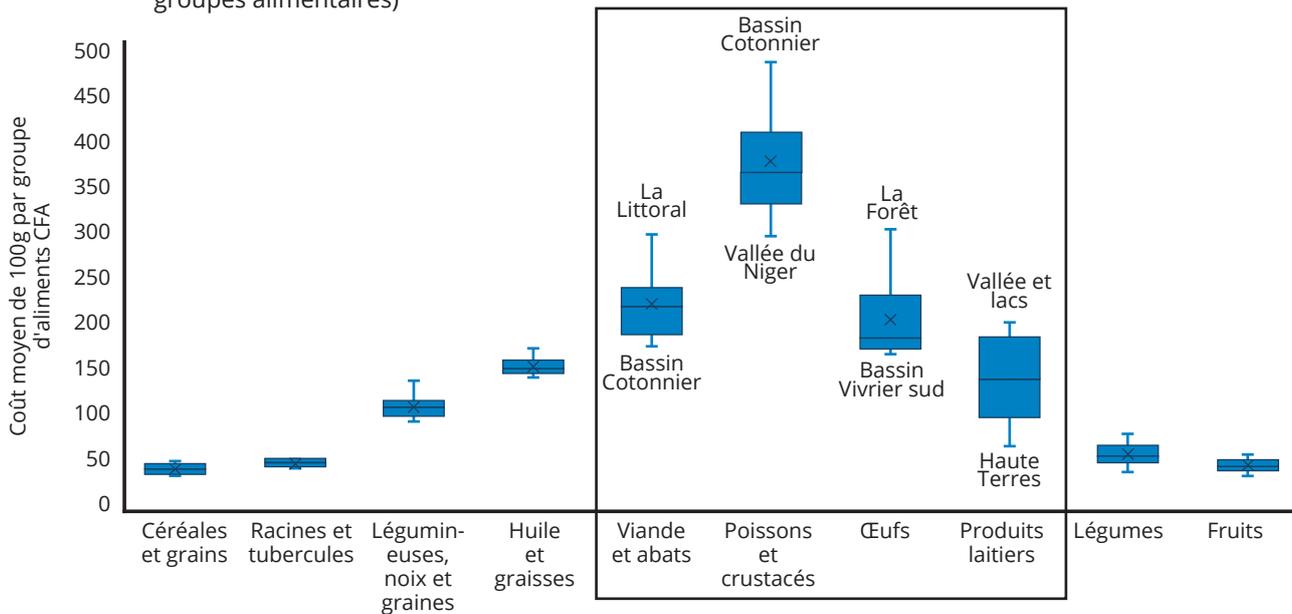
**Figure 8 :** La diversité des aliments dans les zones de moyen d'existence



Les aliments d'origine animale (poisson, viandes et abats, œufs et produits laitiers) sont plus chers que les autres aliments et leurs prix varient considérablement d'une zone à une autre (Figure 9). Dans le Bassin Cotonnier, le poisson est le plus cher, presque deux fois plus cher que dans la Vallée du Niger, alors que le prix moyen de la

viande et des abats est le plus bas du pays. Les œufs sont beaucoup plus chers dans la Forêt que dans les autres zones. Cette variation régionale de la disponibilité, de la diversité et de l'accessibilité des prix montre l'importance de prendre en compte les contextes régionaux dans la conception des interventions sensibles à la nutrition.

**Figure 9 :** Variations des prix des aliments dans les différentes zones (coût moyen de 100 g d'aliments de 10 groupes alimentaires)

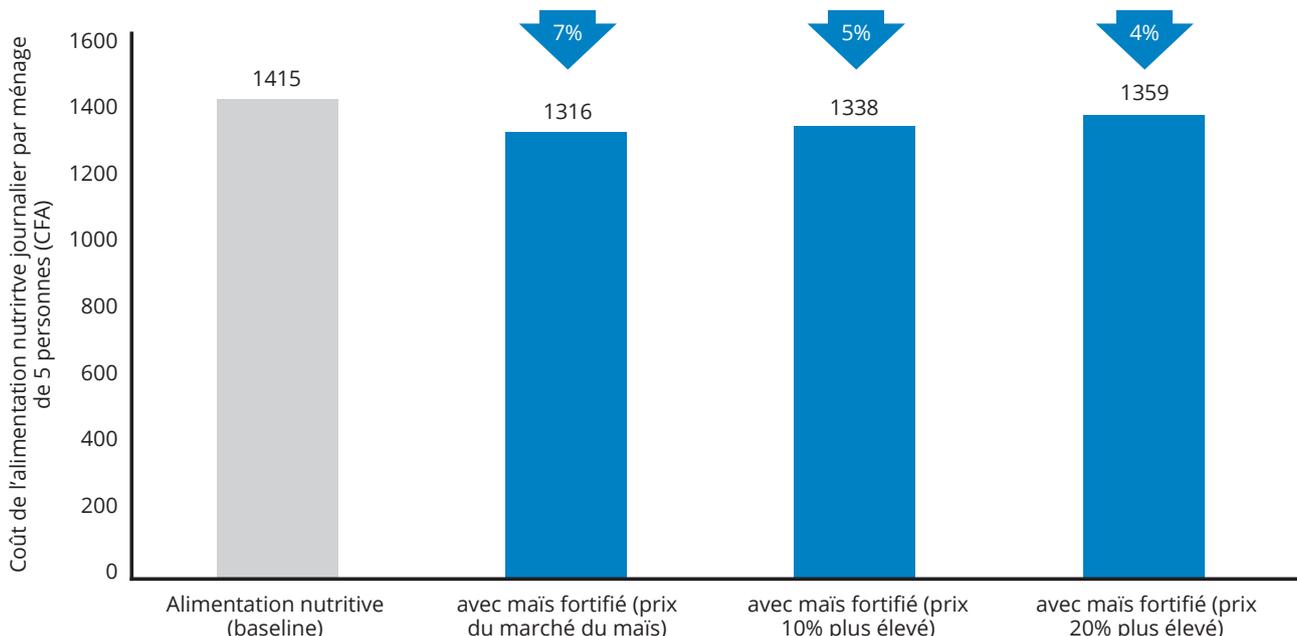


#### 4. Compte tenu des habitudes de consommation alimentaire, le maïs et les farines locales offrent de bonnes possibilités de fortification. Une politique est nécessaire pour garantir la qualité et les normes des produits fortifiés.

Le Bénin a établi depuis 2009 des normes pour la fortification du sel en iode, des huiles végétales en vitamine A et de la farine de blé en fer, zinc, acide folique et vitamines B. En plus de ces aliments, il existe une bonne opportunité de fortifier le maïs et le riz, étant donné le niveau élevé de la consommation et de la transformation industrielle.

La fortification a le potentiel d'améliorer la teneur en micronutriments des aliments localement disponibles et largement consommés, réduisant ainsi le coût d'une alimentation nutritive. Afin d'évaluer l'impact de la fortification, l'analyse FNG a modélisé la fortification du maïs avec de la vitamine A, de la vitamine B<sub>12</sub>, du fer et du zinc à différents niveaux d'augmentation des prix du marché. La fortification du maïs pourrait réduire de 4 pour cent le coût d'un régime alimentaire nutritif pour le ménage s'il est proposé à un prix supérieur de 20 pour cent à celui du maïs non fortifié et de 7 pour cent s'il est proposé au même prix que le maïs non fortifié (Figure 10).

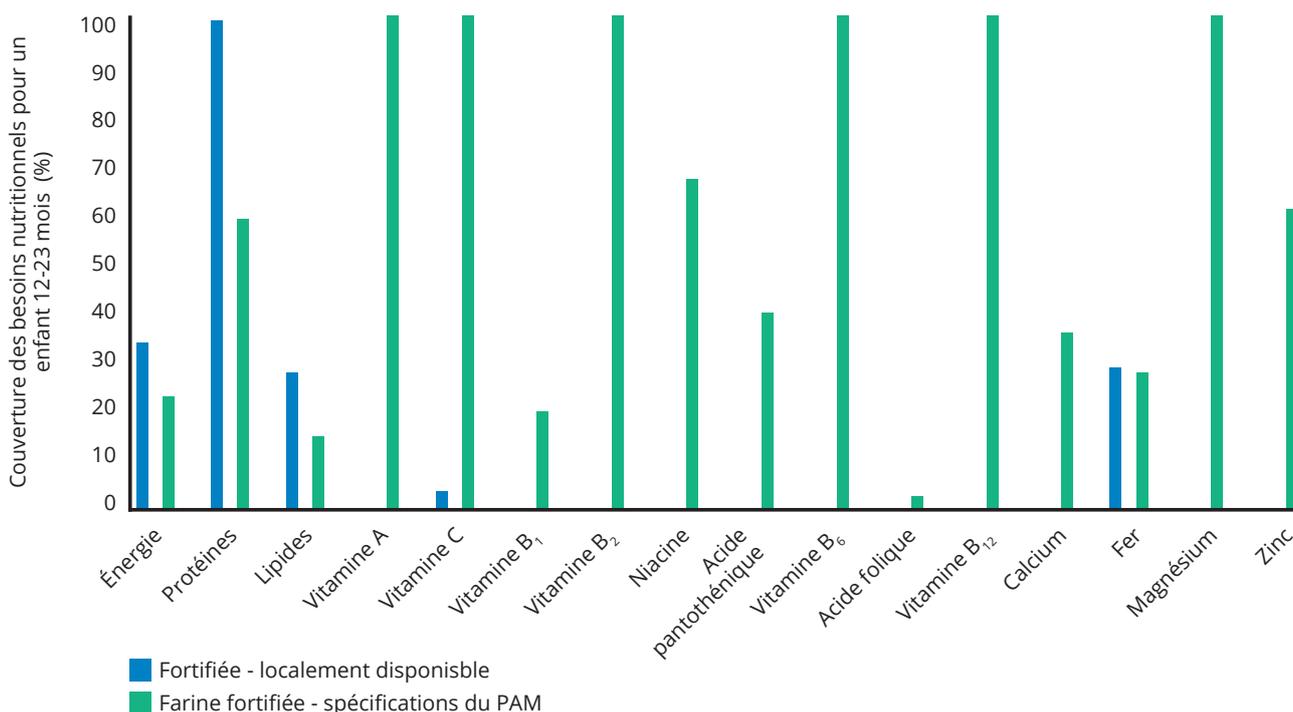
**Figure 10 :** Fortification du maïs et réduction du coût d'une alimentation nutritive



Les farines infantiles spécialisées sont un autre bon point d'entrée pour améliorer l'apport en micronutriments des membres des ménages ciblés. La farine infantile fortifiée est disponible dans le commerce au Bénin ; cependant, la norme de fortification pour la farine infantile pourrait être établie pour fournir une gamme plus large de micronutriments essentiels. La Figure 11 montre que les farines infantiles actuellement disponibles répondent aux besoins journaliers en macronutriments (énergie, protéines et lipides) et en fer, mais qu'elles couvrent à peine

les autres micronutriments essentiels pour l'enfant de moins de 2 ans. Comme le montre la figure 11, si l'enfant âgé de 12 à 23 mois recevait à la place une farine infantile fortifiée conforme aux normes du PAM, avec une gamme plus large et une teneur plus élevée en micronutriments, elle pourrait couvrir 100 pour cent des besoins journaliers en vitamine A, vitamine C, vitamine B<sub>2</sub>, vitamine B<sub>6</sub>, vitamine B<sub>12</sub> et magnésium, ainsi qu'une part substantielle des besoins des autres micronutriments (niacine, acide pantothénique, calcium, fer et zinc).

**Figure 11 :** Couverture des besoins nutritionnels d'un enfant de 12 à 23 mois avec de la farine fortifiée locale ou de la farine fortifiée selon les spécifications du PAM



## 5. Avec plus de 40 % de la population béninoise âgée de moins de 15 ans, les programmes ciblant les enfants et les jeunes et axés sur le développement du capital humain peuvent bénéficier à long terme aux ménages et à l'économie. Les repas scolaires actuels laissent des déficits en micronutriments, ce qui limite leur potentiel de développement du capital humain.

Le Bénin est un pays à population jeune dont plus de 40 pour cent de la population est constitué d'enfants de moins de 15 ans. Pour qu'ils puissent réaliser pleinement leur potentiel, ils ont besoin d'une éducation de qualité ainsi que d'une bonne santé et d'une bonne nutrition. Le développement du capital humain étant une priorité du gouvernement du Bénin, il reste encore à faire pour améliorer certains indicateurs

de l'éducation tels que les taux de fréquentation au primaire (87%) et au secondaire (47%) ainsi que les indicateurs de la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans - 36,5 pour cent de ces enfants souffrent de retard de croissance, 8,3 pour cent de malnutrition aiguë et 21 pour cent de l'insuffisance pondérale (MICS Bénin 2021-2022).

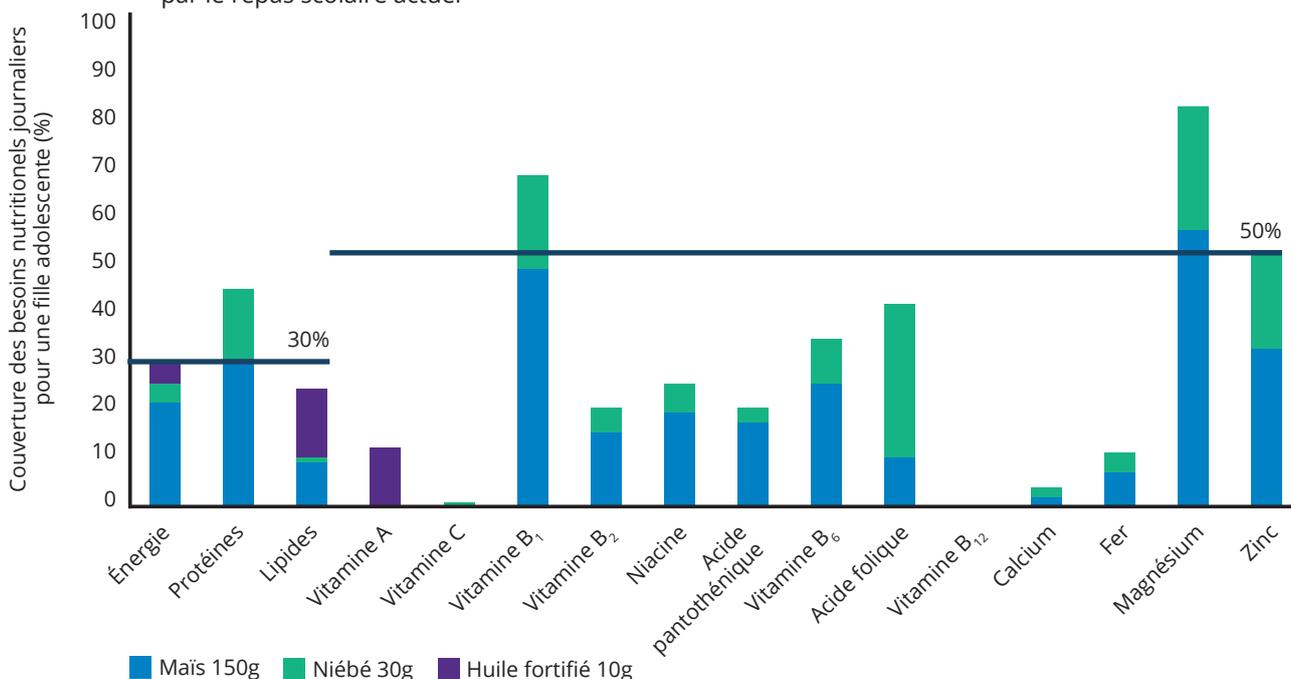
Les programmes d'alimentation scolaire sont reconnus comme étant l'une des interventions contribuant à renforcer le capital humain : chaque dollar investi dans le programme d'alimentation scolaire du Bénin peut générer jusqu'à 5,2 dollars de bénéfices économiques pour le Produit Intérieur Brut (PIB) du pays (Programme d'alimentation scolaire du Bénin - Analyse Coût-Bénéfice 2019). Des repas scolaires adéquats sur le plan nutritionnel encouragent les familles à soutenir leurs enfants pour qu'ils aillent régulièrement à l'école et les aident à se concentrer sur leurs études. Les données montrent que les programmes d'alimentation scolaire peuvent contribuer à atteindre les objectifs en matière d'éducation et de nutrition. Ils améliorent les indicateurs

de l'éducation, tels que la scolarisation, l'assiduité et la rétention (région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre -RBD), ainsi que l'état nutritionnel des enfants et réduisent les carences en micronutriments dans certains contextes. Les programmes d'alimentation scolaire contribuent particulièrement à améliorer la scolarisation des filles et leur maintien à l'école. Au Bénin, les filles sont encore confrontées à des difficultés pour accéder à l'éducation malgré la gratuité de l'école primaire et du premier cycle du secondaire aux filles. Les repas scolaires peuvent inciter les parents à laisser leurs filles poursuivre leurs études, au lieu de les marier précocement.

Au Bénin, le Président a annoncé un plan visant à rendre les repas scolaires universels, en les faisant passer de 75 % à 100 % d'ici l'année scolaire 2024-2025. Cela permettra non seulement de couvrir les besoins nutritionnels des enfants scolarisés, mais aussi de soutenir la production locale de denrées alimentaires

et de dynamiser l'économie des communautés. Le programme actuel de repas scolaires au Bénin réduit le fardeau économique des ménages ayant des enfants scolarisés en couvrant une partie du coût d'une alimentation nutritive. La ration scolaire de base actuellement fournie au Bénin est composée de céréales (maïs, riz), de légumineuses (niébé, pois jaune), d'huile fortifiée en vitamines A et D et de sel iodé. Elle permet de réduire le coût d'une alimentation nutritive en moyenne de 187 CFA à 157 CFA par jour pour un enfant d'âge scolaire (6 à 7 ans) et de 406 CFA à 365 CFA par jour pour une adolescente. Pour l'adolescente, le repas scolaire de base couvre environ 30 pour cent des besoins journaliers en macronutriments et plus de 50 pour cent des besoins journaliers en certains micronutriments (vitamine B<sub>1</sub>, magnésium, et zinc), mais manque d'autres micronutriments clés (vitamine A, vitamine C, vitamine B<sub>2</sub>, niacine, acide pantothénique, vitamine B<sub>6</sub>, acide folique, vitamine B<sub>12</sub>, calcium et fer) (Figure 12).

**Figure 12 :** Pourcentage des besoins journaliers en macro et micronutriments d'une fille adolescente couverts par le repas scolaire actuel

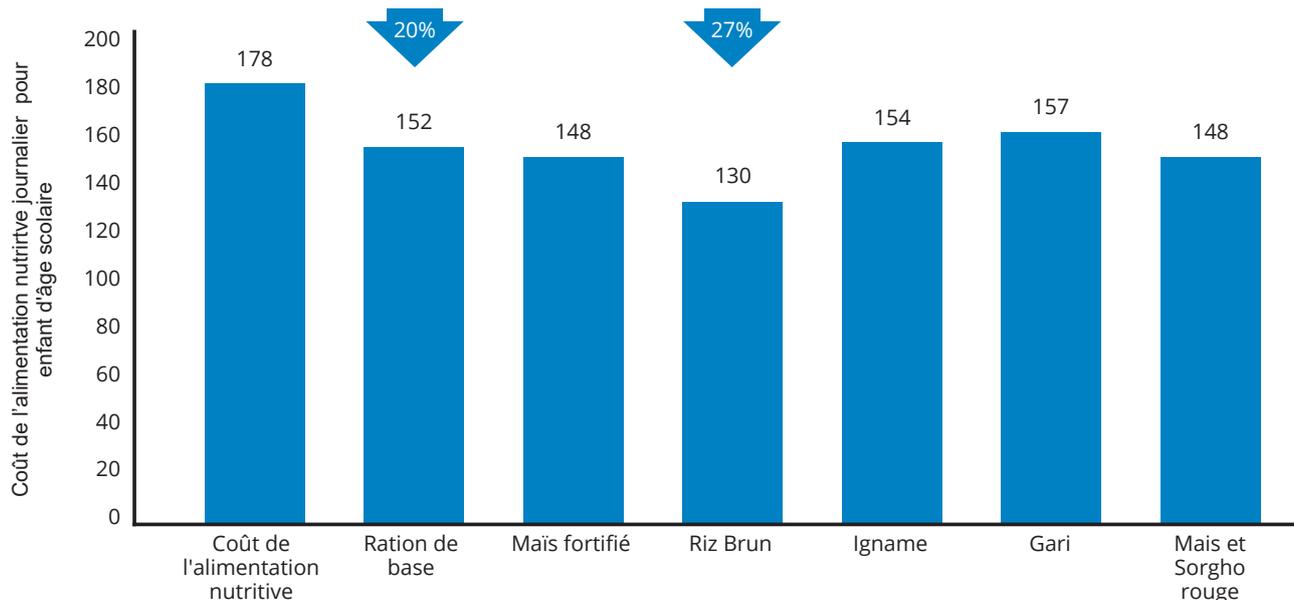


## 6. Des opportunités existent pour améliorer les repas scolaires. Le remplacement des aliments de base actuels par des équivalents fortifiés ou des céréales complètes et l'ajout d'aliments disponibles localement peuvent améliorer la qualité nutritionnelle des repas.

Les repas scolaires de base actuels peuvent être améliorés par l'utilisation d'aliments de base fortifiés

ou à base de céréales complètes. L'analyse du FNG a modélisé différents menus de repas scolaires, en remplaçant le maïs non fortifié par du maïs fortifié conforme aux spécifications de fortification du PAM, du riz brun, de l'igname, du gari ou une combinaison de maïs et de sorgho. Pour un enfant d'âge scolaire, la ration scolaire de base (150 g de maïs, 30 g de niébé blanc, 10 g d'huile fortifiée et 3 g de sel iodé) réduit de 20 pour cent (152 CFA) le coût d'une alimentation nutritive pour un ménage. Le menu avec du riz brun est le plus efficace, car il réduit le coût de 27 pour cent (130 CFA) ; suivent les options maïs fortifié (148 CFA) et maïs et sorgho (148 CFA) (Figure 13).

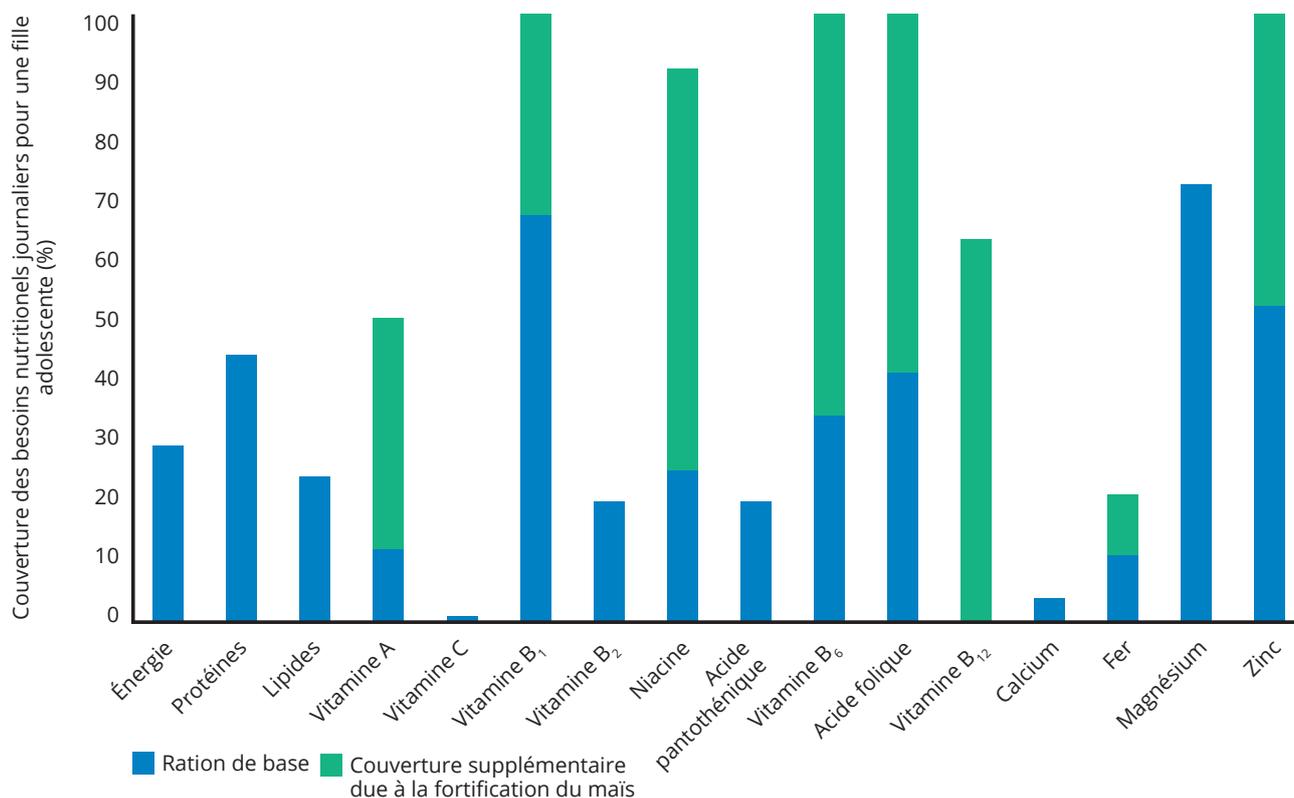
**Figure 13 :** Coût d'une alimentation nutritive pour un enfant avec un repas scolaire composé de différents aliments de base



En fortifiant les repas scolaires, on peut fournir une plus large gamme de micronutriments aux enfants scolarisés, tout en réduisant le coût de leur alimentation nutritive. Par exemple, pour une adolescente, l'option de repas scolaire la plus efficace parmi celles modélisées est celle avec du maïs fortifié, réduisant le coût de 15 pour cent (344 CFA), suivie par celle avec du riz brun (353 CFA). La ration scolaire de base couvre 50 pour cent des besoins journaliers pour seulement trois

micronutriments clés (vitamine B<sub>1</sub>, magnésium et zinc) sur treize. Le remplacement du maïs non fortifié par du maïs fortifié peut fournir des micronutriments supplémentaires, permettant aux repas scolaires de couvrir plus de 50 pour cent des besoins journaliers en huit micronutriments (vitamine A, vitamine B<sub>1</sub>, niacine, vitamine B<sub>6</sub>, acide folique, vitamine B<sub>12</sub>, magnésium et zinc). (Figure 14).

**Figure 14 :** Couverture des besoins nutritionnels journaliers pour une fille adolescente – ration de base et avec la fortification du maïs



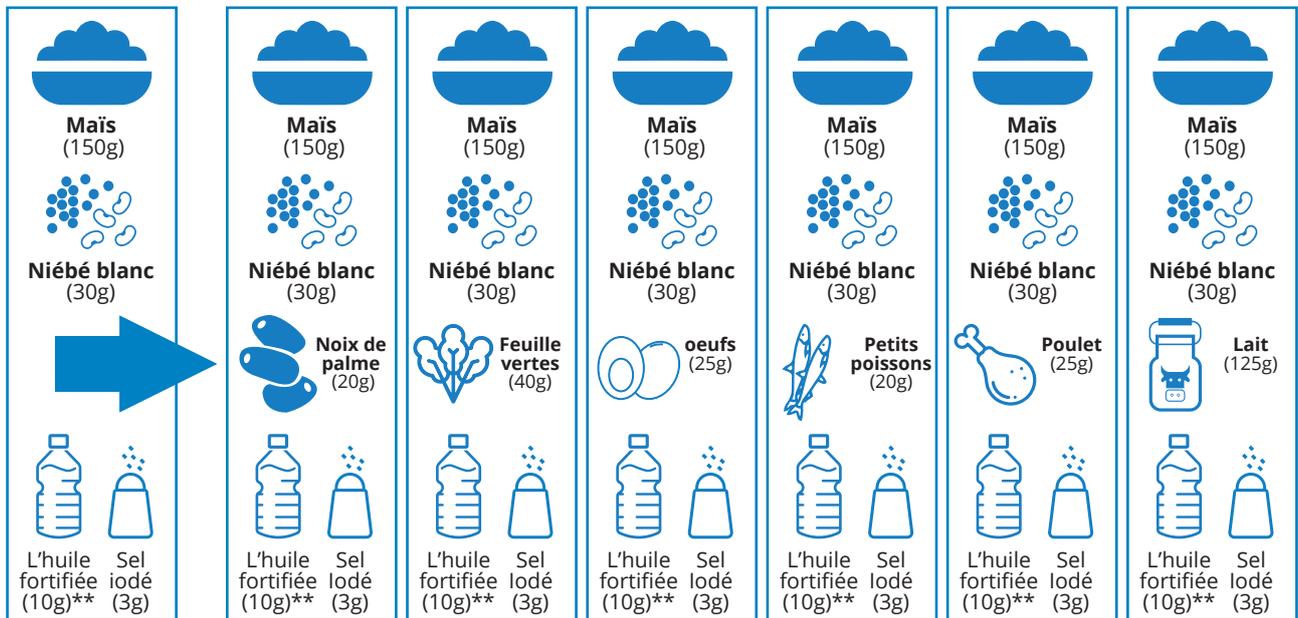
## 7.

Les aliments d'origine animale ont le plus grand impact sur la réduction des carences nutritionnelles des enfants d'âge scolaire et des adolescents. Actuellement, l'inclusion de ces aliments dans les repas scolaires est limitée par des chaînes de valeur faibles ou inexistantes. Une étude de faisabilité pour l'introduction de la protéine animale dans ces repas est en cours.

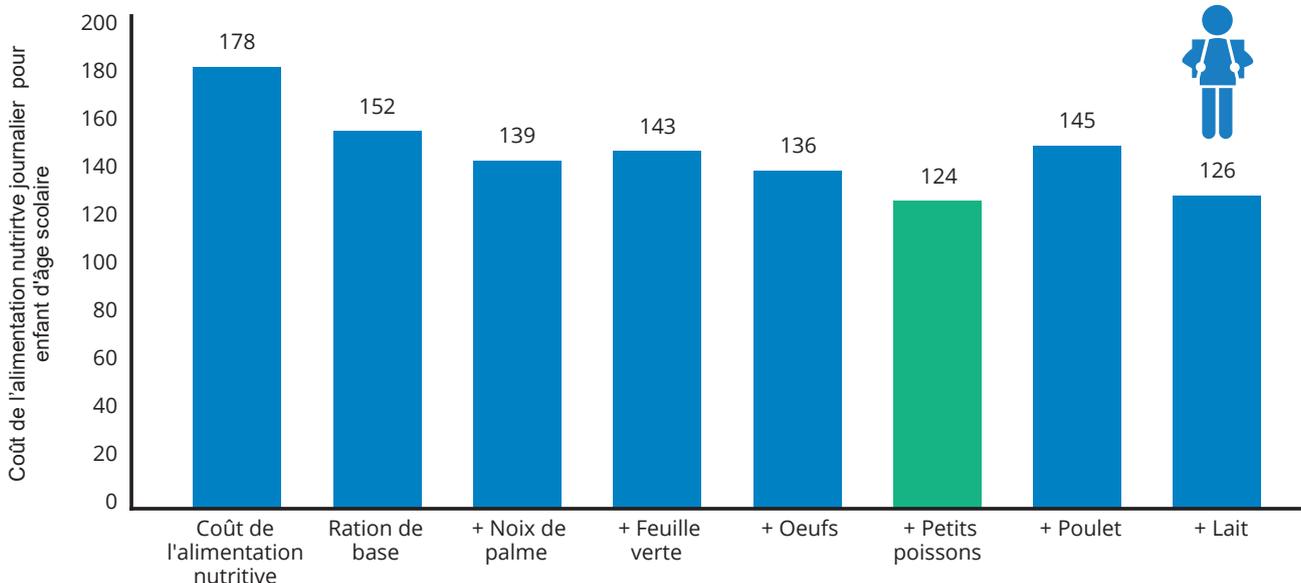
L'inclusion de ces aliments dans les repas scolaires est limitée par des chaînes de valeur faibles ou inexistantes. Les repas scolaires comprenant des aliments d'origine animale ont le plus grand impact sur la réduction des carences nutritionnelles des enfants d'âge scolaire et des adolescentes. Pour évaluer la réduction potentielle

du coût de l'alimentation nutritive de l'enfant scolarisé pour le ménage, l'analyse FNG a modélisé les six menus, composés de la ration de base plus un aliment local fournissant des micronutriments limitatifs clés (calcium, acide pantothénique et vitamine B<sub>12</sub>) tels que les noix de palme, les légumes à feuilles vertes, les œufs, les petits poissons, le poulet et le lait (Figure 15). Tous les menus modélisés réduisent le coût de l'alimentation nutritive des enfants scolarisés, mais ceux qui contiennent des aliments d'origine animale sont les plus efficaces pour réduire les coûts. Pour un enfant d'âge scolaire (6-7 ans), le repas scolaire avec de petits poissons (fretins) en plus de la ration de base peut réduire significativement le coût journalier de l'alimentation nutritive de 30 pour cent à 124 CFA. Celui avec du lait le réduit à 126 CFA (Figure 16). Pour une adolescente, ajouter des œufs ou de petits poissons à la ration de base du repas scolaire réduit le coût quotidien pour le ménage de 365 CFA à 345 CFA. (Figure 17).

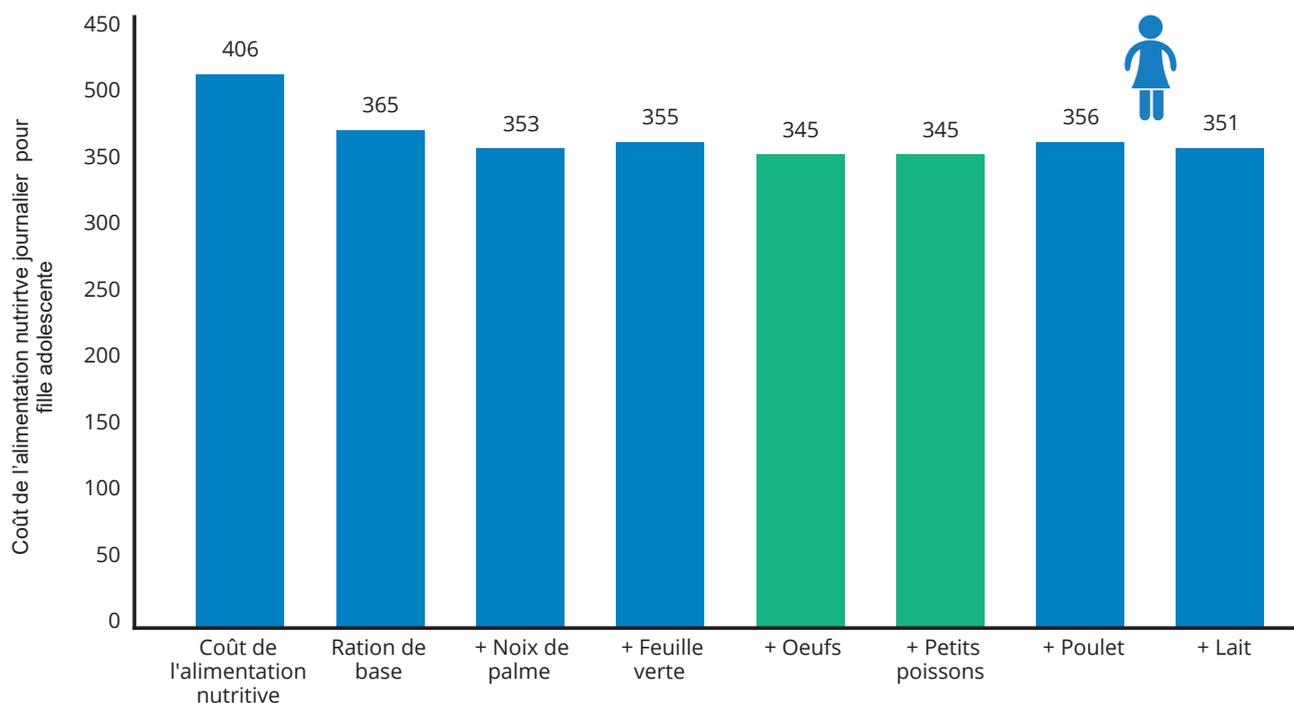
**Figure 15 :** Ration de base plus un aliment local fournissant les micronutriments limitatifs clés



**Figure 16 :** Coûts de l'alimentation nutritive de différents menus de repas scolaires, enfant d'âge scolaire



**Figure 17 :** Coûts de l'alimentation nutritive de différents menus de repas scolaires, fille adolescente



L'inclusion d'aliments d'origine animale dans les repas scolaires est limitée par la faiblesse ou l'absence de chaînes de valeur. Le poisson, la volaille et le bœuf sont de bonnes sources de protéines et de micronutriments essentiels. Cependant, la politique de la chaîne de valeur au Bénin est axée sur l'agriculture commerciale et il n'y a pas de lien avec la qualité et la diversité nutritionnelles (German Agency for International Cooperation [GIZ], 2022). La production nationale actuelle n'est pas suffisante pour répondre à la demande nationale de viande de volaille et d'œufs (FAO, 2015). L'insuffisance d'infrastructures est un obstacle majeur à un accès fiable aux aliments nutritifs, en particulier pour les aliments d'origine animale pour lesquels un stockage au froid est nécessaire. De plus, un réseau routier en mauvais état entraîne des prix de détail élevés pour les produits agricoles dans les zones rurales (Rapport national sur le développement humain 2015). Par exemple, le poisson est principalement produit dans la partie sud du Bénin et doit être transporté vers le reste des régions (Direction de la Production Halieutique [DPH] 2021). La livraison finale des produits de la pêche sur les marchés ruraux est généralement effectuée à pied par les femmes. Dans le cas du lait, la production est saisonnière avec une forte concentration dans la partie nord du Bénin et la distribution régionale inégale des vaches laitières et des routes rurales impraticables vers les fermes laitières rend difficile la collecte et la distribution du lait (FAO 2015).

## 8.

**Au Bénin, 1 jeune femme sur 3 se marie avant l'âge de 18 ans et 1 adolescente sur 5 commence sa vie reproductive, ce qui rend difficile la réalisation de son plein potentiel. Les programmes de protection sociale tels que les transferts monétaires et les repas scolaires peuvent créer un environnement favorable au maintien des filles à l'école et à la lutte contre le mariage et les grossesses précoces.**

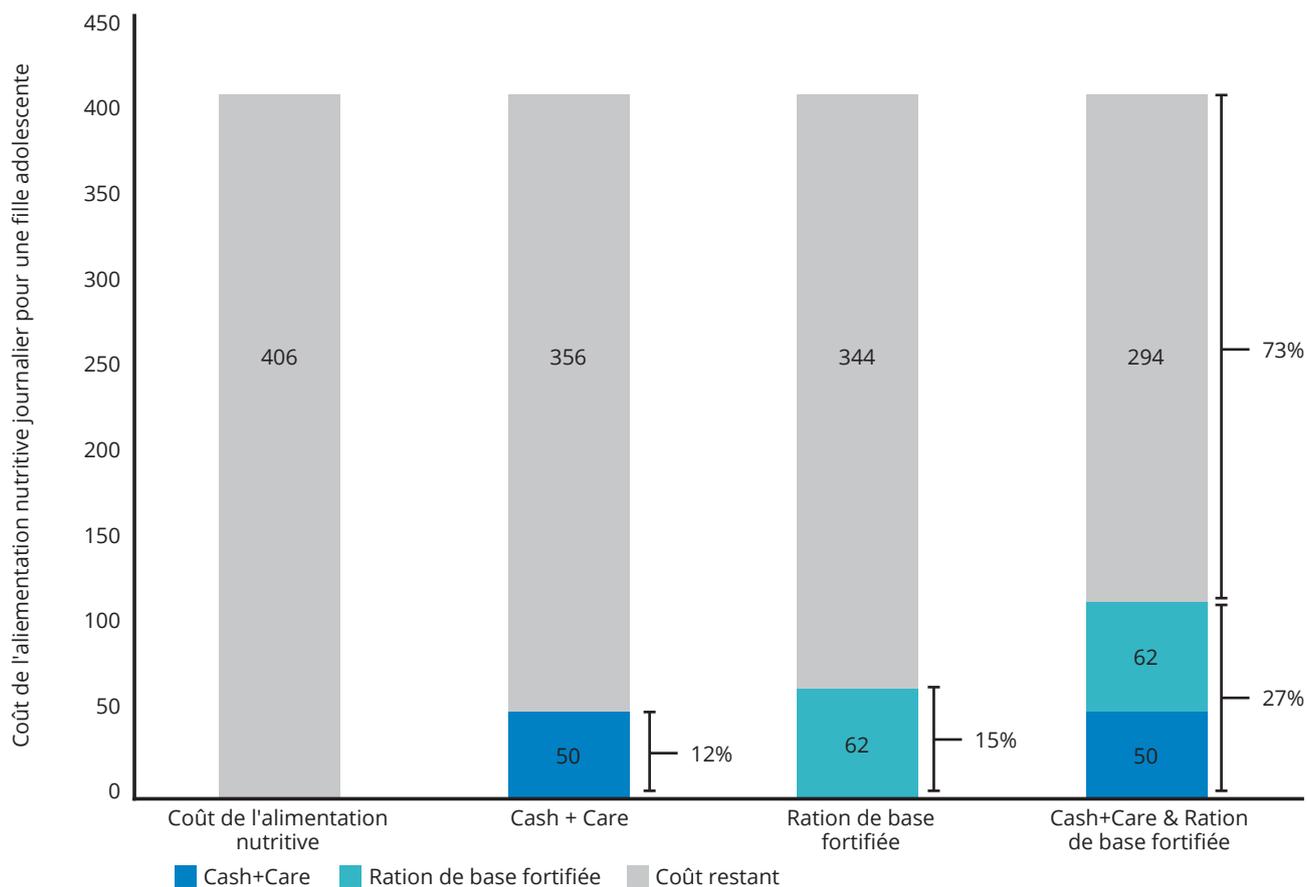
Au Bénin, 1 jeune femme sur 3, âgée de 20 à 24 ans, se marie avant l'âge de 18 ans et 1 jeune femme sur 10 se marie avant l'âge de 15 ans. 1 fille de 15 à 19 ans sur 5, a déjà commencé sa vie reproductive (EDSB-V 2017-18). Il existe une forte corrélation entre le manque d'éducation et le mariage précoce : plus de 60 pour cent des filles mariées dans les pays en développement n'ont pas reçu d'éducation formelle. Les repas scolaires peuvent contribuer à créer un environnement propice au maintien des filles à l'école et à la prévention des mariages et des grossesses précoces.

Les efforts combinés de différents secteurs peuvent contribuer à maintenir les filles à l'école en couvrant une partie de leurs frais de nourriture et d'éducation. Les preuves internationales montrent que la fourniture de repas scolaires a le plus grand impact sur l'amélioration de l'équité entre les sexes dans

l'éducation, tandis que les transferts d'argent sont un autre programme efficace pour améliorer les résultats scolaires des filles. L'analyse FNG a modélisé l'impact des interventions superposées du programme de transferts monétaires (Cash+Care mis en œuvre par l'UNICEF) et du programme de repas scolaires sur la réduction du déficit d'abordabilité à une alimentation nutritive. Le programme Cash+Care, qui fournit 3 000 CFA par mois à une adolescente, contribue à hauteur de 50 CFA par jour à l'achat d'aliments pour

la jeune fille, en supposant que 52 pour cent du transfert d'argent est consacré à l'achat d'aliments (AVGSAN 2022). Cela représente 12 pour cent du coût d'une alimentation nutritive, ce qui laisse un déficit d'abordabilité de 356 CFA par jour. Les repas scolaires avec une ration de maïs fortifié ainsi que les transferts monétaires du programme Cash+Care réduisent le coût de l'alimentation nutritive de l'adolescente à 294 CFA par jour, ce qui réduit le déficit de 27 pour cent (Figure 18).

**Figure 18 :** Coût d'une alimentation nutritive avec Cash + Care et repas scolaire de base fortifié

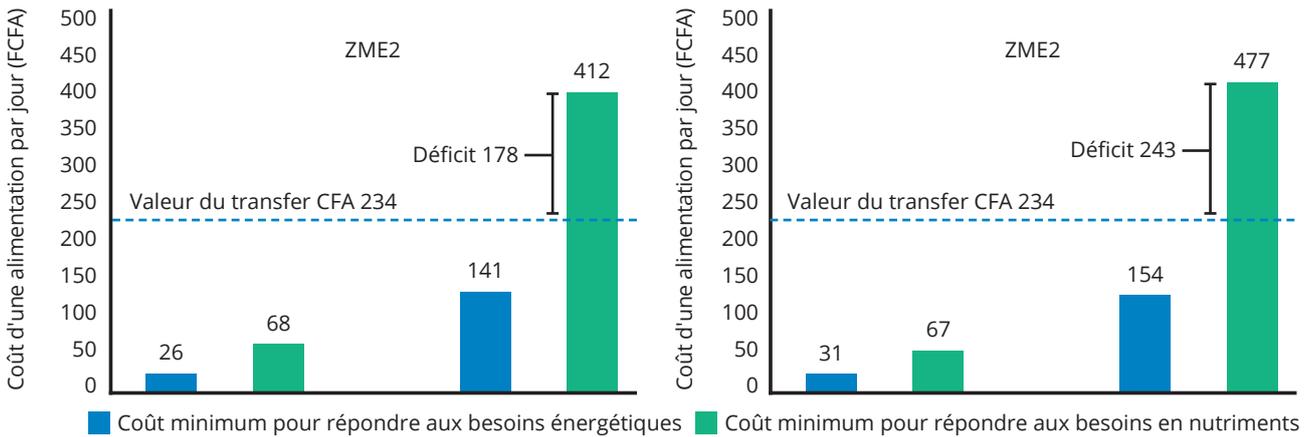


## 9. La violence et les déplacements récents dans les régions du nord ont perturbé les moyens d'existence, affectant ainsi la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Des plans d'intervention multisectoriels doivent être en place pour garantir des interventions sensibles à la nutrition pour les personnes déplacées et les communautés d'accueil.

La crise dans les régions frontalières du nord a provoqué le déplacement de nombreuses communautés, exposant les ménages à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

En réponse aux besoins émergents, une modélisation FNG a été réalisée dans les zones 2 et 3, qui couvrent le département de l'Atacora, afin de guider la conception des interventions pour les individus ciblés et d'évaluer l'impact du transfert d'argent sur le coût d'une alimentation nutritive. Le programme de transferts monétaires modélisé fournit 313 CFA à un ménage et 75 pour cent des transferts monétaires (234 CFA) sont consacrés à l'achat de nourriture. Si le transfert est dépensé de manière optimale et que l'enfant est allaité, le transfert monétaire peut potentiellement couvrir le coût total de l'alimentation nutritive de l'enfant et une partie du coût de l'alimentation de la femme allaitante (Figure 19).

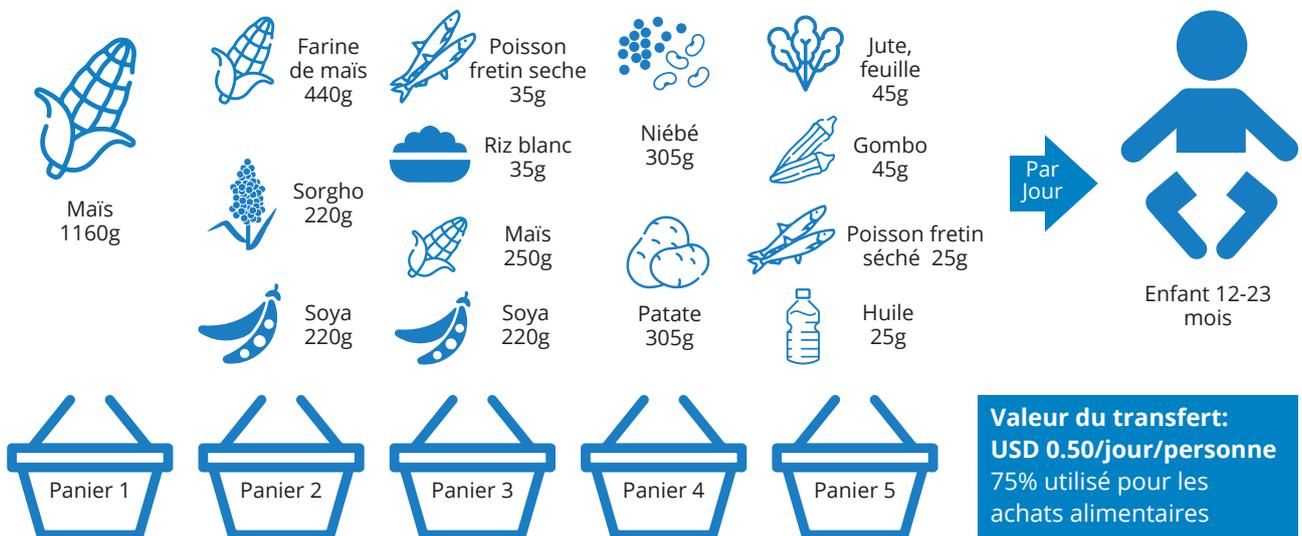
**Figure 19 :** Les coûts de l'alimentation nutritive dans le département de l'Atacora (FCFA)



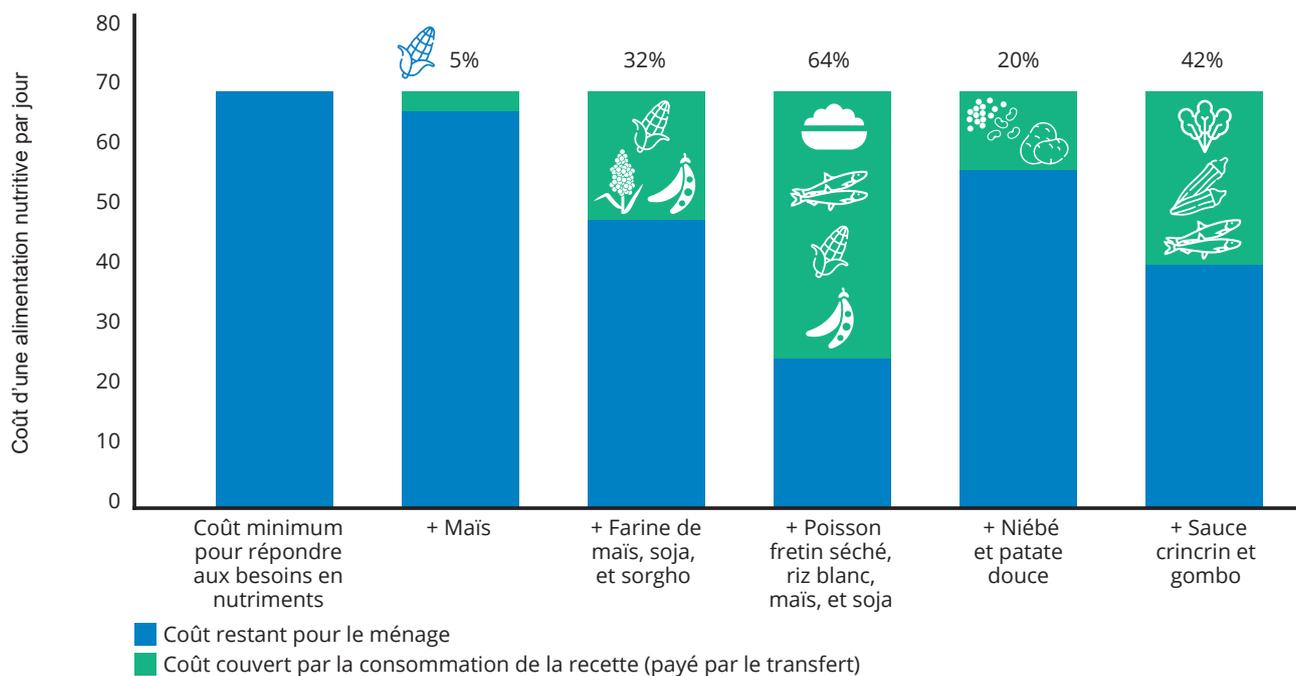
L'utilisation optimale des transferts monétaires est essentielle pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Étant donné que seulement 17 pour cent des enfants reçoivent un régime alimentaire diversifié dans le département de l'Atacora (EDSB-V, 2017-2018), une communication sur les changements sociaux et comportementaux (SBCC) est nécessaire pour guider l'utilisation des transferts monétaires. La Figure 20 présente différents paniers alimentaires que le ménage bénéficiaire pourrait acheter pour un enfant avec le transfert monétaires (0,5 USD par personne et par jour), à condition que 75 pour cent de l'argent

soit dépensé pour la nourriture. L'achat d'un régime alimentaire comprenant divers groupes d'aliments est celui qui a le plus d'impact sur la satisfaction des besoins nutritionnels (Figure 21). Les transferts monétaires pourraient couvrir jusqu'à 64 pour cent du coût de l'alimentation nutritive pour un enfant si le ménage achète du maïs (250 g), du soja (55 g), du petit poisson séché (35 g) et du riz (35 g). En revanche, si le ménage achète de la farine de maïs (440 g), du sorgho (220 g) et du soja (220 g), le même montant de transfert monétaire ne couvre que 32 pour cent du coût de l'alimentation nutritive pour un enfant.

**Figure 20 :** Paniers alimentaires que le ménage peut acheter pour un enfant avec le transfert monétaire



**Figure 21 :** Les coûts d'une alimentation nutritive des différents paniers alimentaires



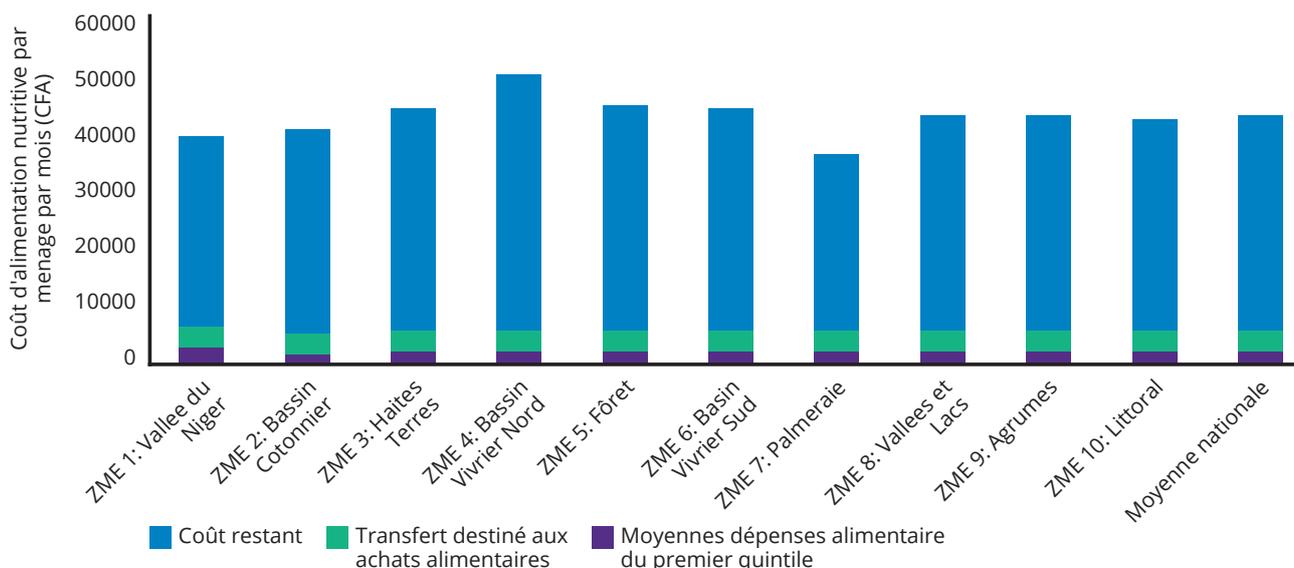
## 10.

Les programmes de protection sociale peuvent avoir un impact significatif sur la couverture des besoins nutritionnels des personnes vulnérables. Les programmes doivent être intégrés dans une stratégie nationale à long terme de réduction de la pauvreté.

Près de 40 pour cent de la population béninoise vit en dessous du seuil de pauvreté national, et le taux de pauvreté national n'a pas diminué depuis plus de vingt ans (données de la Banque mondiale). En outre, la majorité des travailleurs (85 pour cent) sont employés dans le secteur informel, où l'accès aux filets de sécurité sociale est limité. Les dépenses publiques consacrées aux programmes d'aide sociale ne représentent que 0,5 pour cent du PIB, et il n'existe pas de système universel et systématique de protection sociale pour protéger les pauvres contre les différents chocs et réduire l'extrême pauvreté (Banque mondiale).

Des efforts ont été faits pour étendre les services sociaux et institutionnaliser les projets à petite échelle dans des programmes à grande échelle financés par le gouvernement. Le projet Appui aux Communes et Communautés pour l'Expansion des Services Sociaux (ACCESS) est l'un des programmes de protection sociale financés par des donateurs que le Gouvernement du Bénin a mis en œuvre pour permettre aux ménages extrêmement pauvres d'accéder à un filet de sécurité sociale de base et pour créer des synergies avec d'autres programmes de services sociaux. L'analyse du FNG a modélisé l'impact des transferts monétaires du projet ACCESS sur la réduction du déficit d'abordabilité à un régime alimentaire nutritif. Avec un transfert de 5 000 CFA par mois, et en supposant que 75 pour cent sont consacrés à l'alimentation (AVGSAN 2022), un ménage pauvre pourrait plus que doubler ses achats alimentaires, passant de 2 414 CFA avant le transfert à 6 164 CFA après le transfert (Figure 22). Cependant, il reste un écart important (86 pour cent) pour que le ménage pauvre puisse assumer pleinement le coût d'une alimentation nutritive, ce qui nécessiterait des efforts multisectoriels pour le combler.

Figure 22 : Coût d'une alimentation nutritive par ménage par mois avec le transfert monétaire



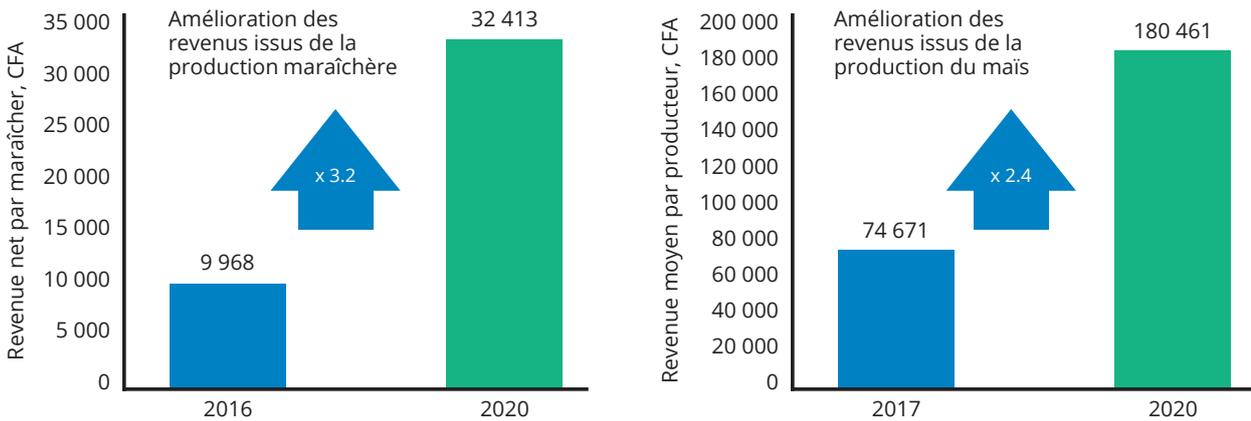
## 11.

Des pratiques agricoles améliorées peuvent aider les ménages à générer des revenus suffisants pour couvrir le coût d'une alimentation nutritive. Les programmes de résilience axés sur l'agriculture sensible à la nutrition renforcent la résilience et améliorent l'accessibilité des aliments nutritifs.

L'agriculture joue un rôle important dans l'économie béninoise. En moyenne, il contribue à 23 pour cent du PIB, 75 pour cent des recettes d'exportation, 15 % des recettes publiques et fournit environ 70 pour cent des emplois. Environ 550 000 petits exploitants sont

engagés dans l'agriculture de subsistance de céréales et de tubercules (IFAD 2023). Les programmes de promotion de pratiques agricoles sont efficaces pour générer des revenus supplémentaires pour les petits exploitants agricoles afin de couvrir le coût d'une alimentation nutritive. Le projet the Appui Multisectoriel à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans l'Atacora (AMSANA, 2015-2020) a promu la production durable de produits maraîchers de contre-saison et de maïs, ainsi que les bonnes pratiques post-récolte et la structure de stockage de maïs dans l'Atacora. Ces interventions ont multiplié par 3,2 les revenus des agriculteurs de produits maraîchers de contre-saison et 2,4 fois ceux des agriculteurs cultivant du maïs (Rapport Final 2015-2020, Iles de Paix) (Figure 23).

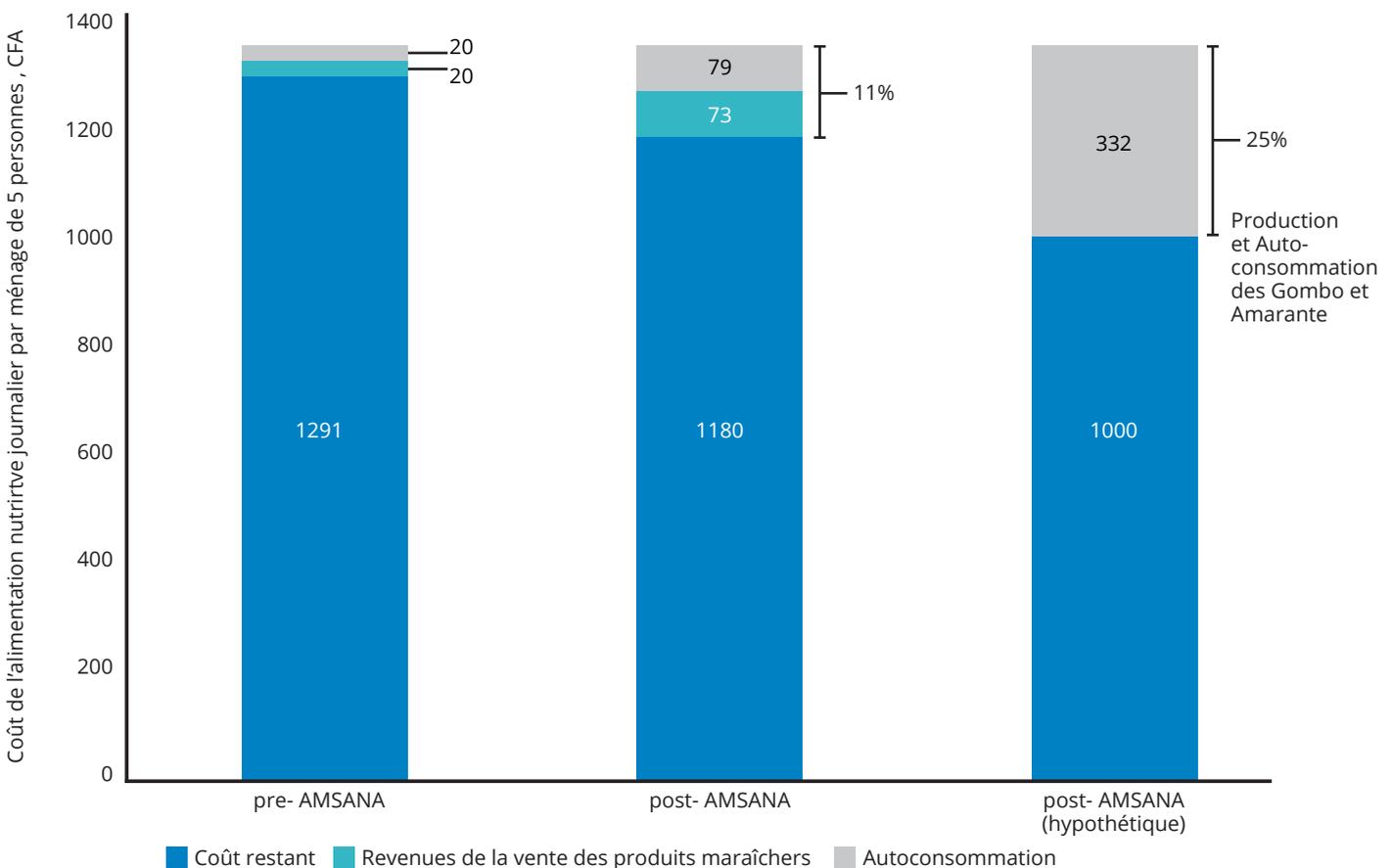
**Figure 23 :** Augmentation des revenus des agriculteurs grâce au projet AMSANA



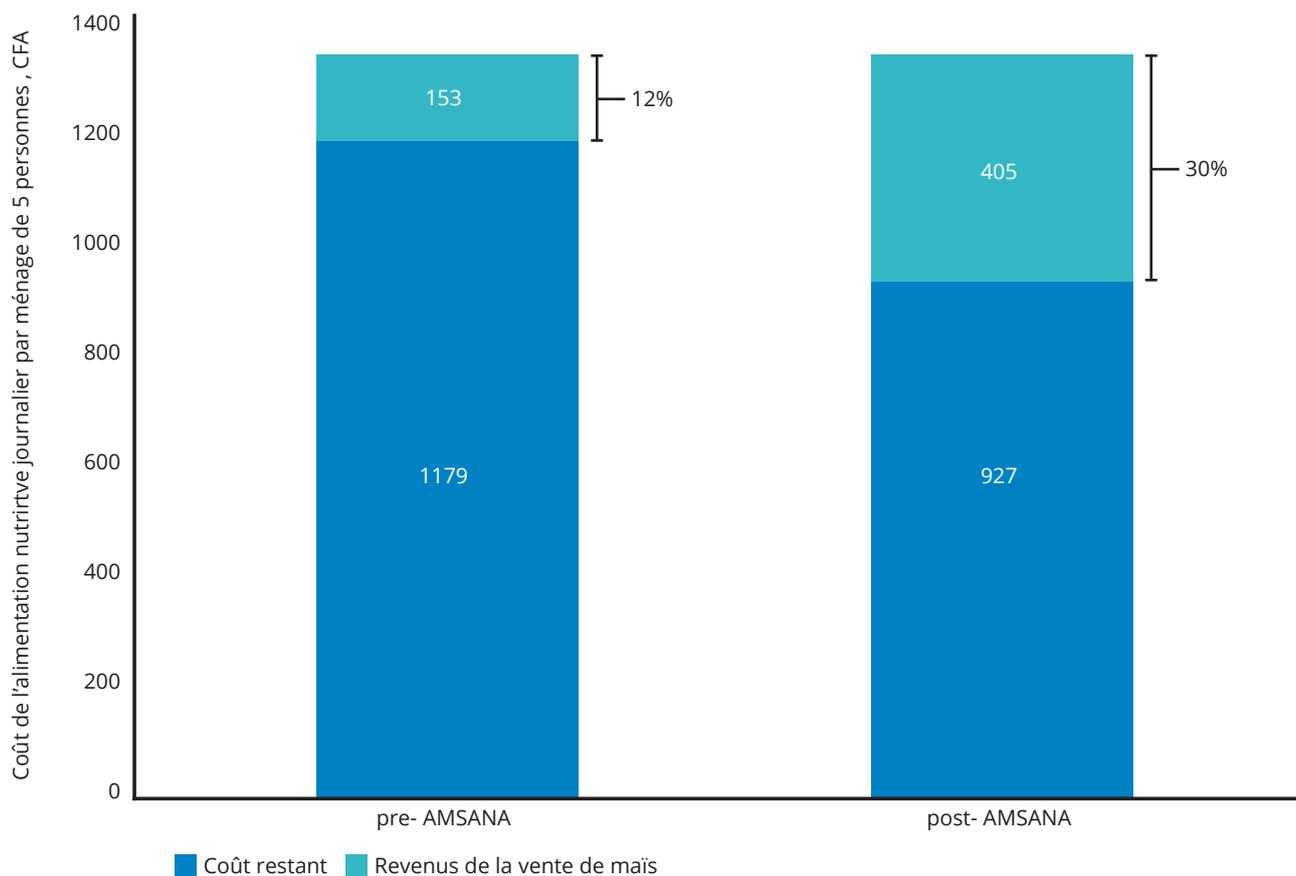
Cette génération de revenus grâce à de bonnes pratiques peut se traduire par la couverture de 11 % du coût d'une alimentation nutritive par l'autoconsommation et la vente de produits maraîchers, comme le montre la Figure 25. En outre, la Figure 25 montre comment, si les agriculteurs se sont concentrés sur la culture de légumes riches en vitamine A et autres micronutriments pour la consommation domestique,

cela pourrait contribuer à couvrir 25 pour cent du coût d'une alimentation nutritive. Pour les agriculteurs cultivant du maïs, une bonne gestion des intrants et un stockage post-récolte amélioré peuvent permettre de couvrir 30 pour cent du coût d'une alimentation nutritive pour le ménage. Sans les meilleures pratiques, la production de maïs ne pourrait couvrir que 12 pour cent du coût d'une alimentation nutritive.

**Figure 24 :** Coût d'une alimentation nutritive pour les maraîchers – Pré et post-AMSANA



**Figure 25 :** Coût d'une alimentation nutritive pour les agriculteurs du maïs – Pré et post-AMSANA



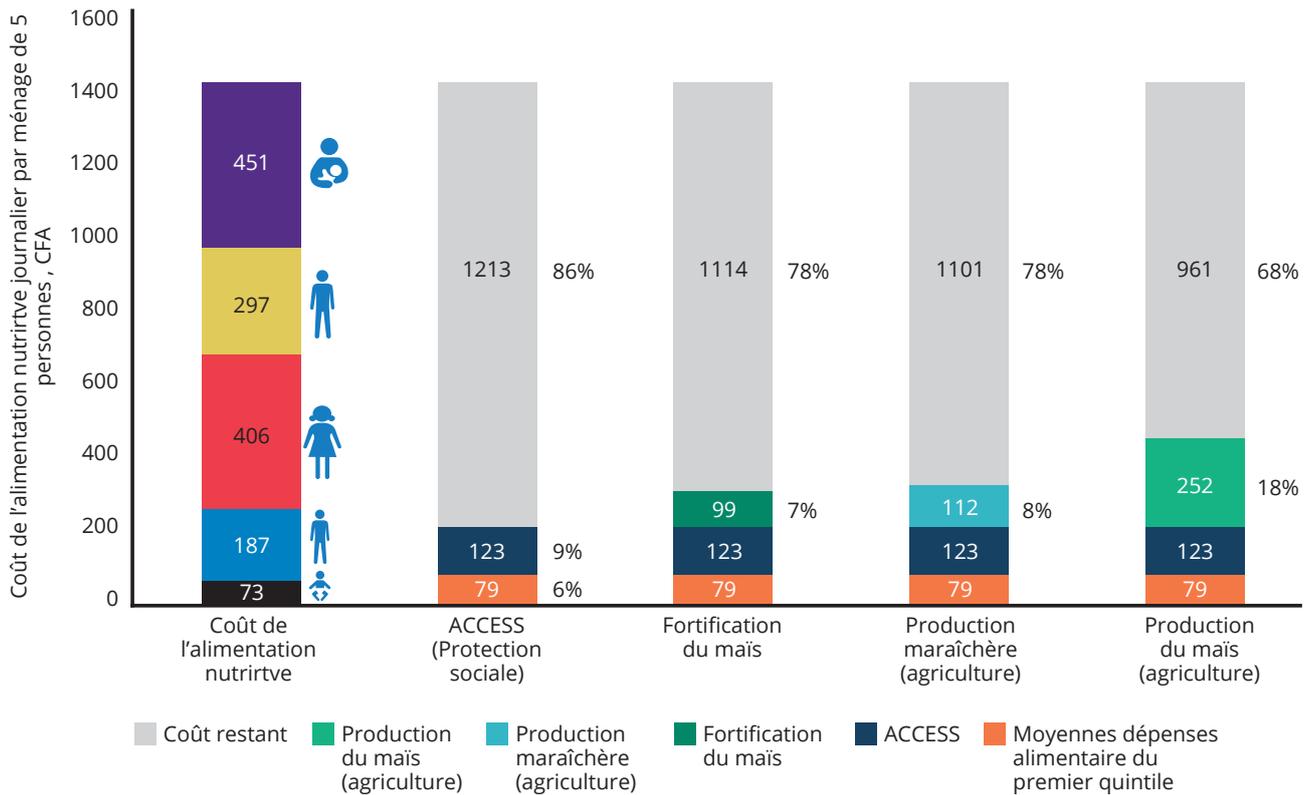
## 12. Les interventions multiples et complémentaires de différents secteurs ont le plus grand impact pour aider les ménages à couvrir le coût d'une alimentation nutritive. Une coordination multisectorielle est nécessaire pour assurer une assistance complète aux ménages les plus vulnérables.

Une intervention unique n'est pas en mesure de combler de manière substantielle le déficit d'abordabilité à une alimentation nutritive. Les diverses interventions contribuent à couvrir le coût d'un régime alimentaire nutritif de différentes manières et l'analyse du FNG a modélisé la manière dont la combinaison des interventions dans les secteurs de la protection sociale, de la santé et de l'agriculture pourrait contribuer à combler le déficit d'abordabilité. Dans la figure 26, les interventions liées à l'amélioration des pratiques agricoles et à la fortification des aliments de base sont superposées aux transferts monétaires (ACCESS) et, dans la figure 27, les interventions ciblées sensibles à la nutrition et les interventions agricoles sont superposées. Dans chaque figure, chaque barre représente le coût journalier d'une alimentation nutritive. À l'exception de la barre la plus à gauche, chaque barre montre les dépenses moyennes du

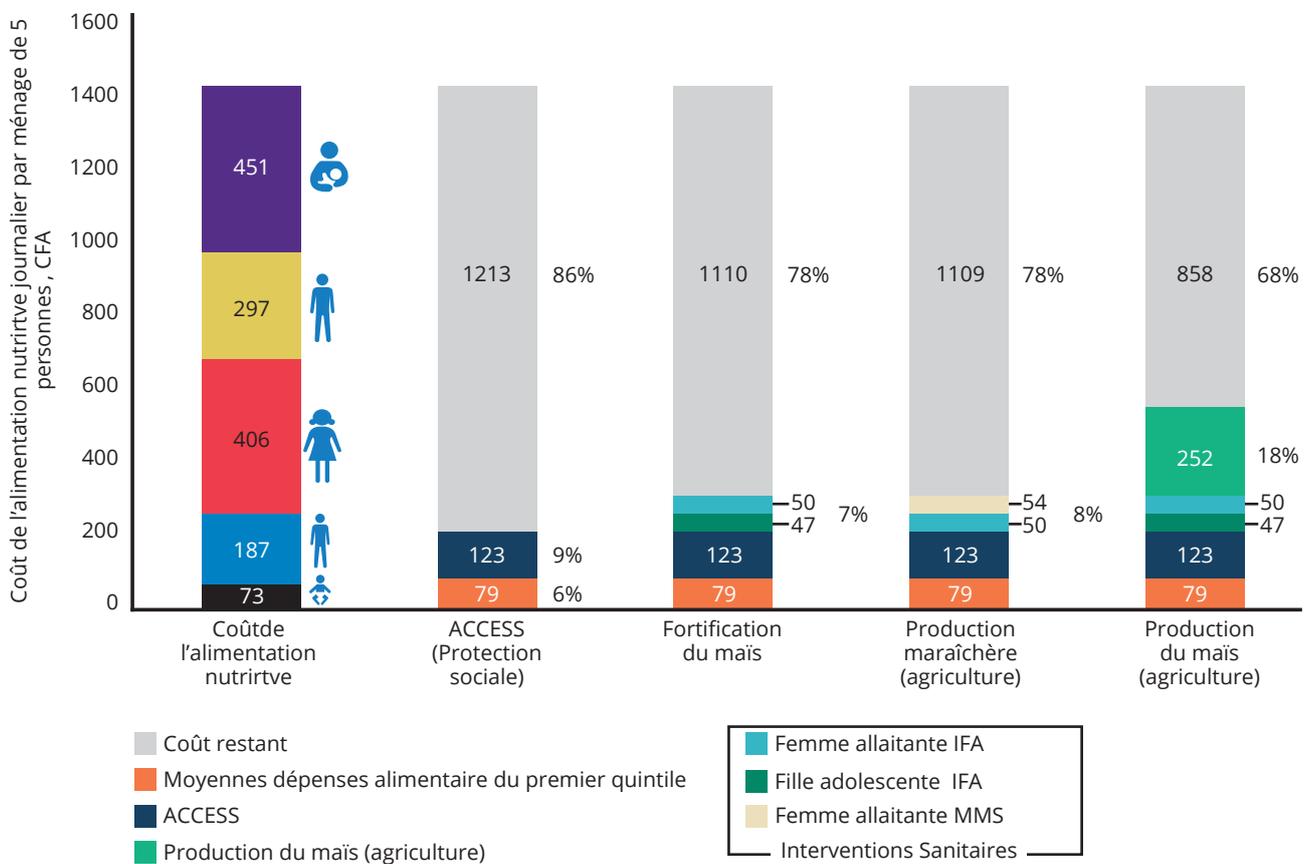
20ème centile inférieur (en termes de dépenses alimentaires), ainsi que le transfert monétaire et les interventions supplémentaires.

Les interventions pour améliorer les pratiques agricoles dans la production de maïs, combinées avec les transferts monétaires du projet ACCESS, peuvent réduire l'écart d'accessibilité financière pour les petits exploitants agricoles de 27 pour cent (9 pour cent de réduction grâce aux transferts et 18 pour cent grâce à l'augmentation des revenus provenant de meilleures pratiques agricoles), comme le montre la Figure 26. Les interventions sanitaires sensibles à la nutrition ciblant des individus spécifiques par le biais d'une supplémentation en plus des transferts réduisent l'écart de 16 pour cent (9 pour cent de réduction grâce aux transferts d'argent et 7 pour cent de réduction grâce à la supplémentation), comme le montre la Figure 27. Si les trois interventions (transferts monétaires, supplémentation et amélioration de l'agriculture) étaient fournies à un ménage agricole, elles réduiraient l'écart d'abordabilité de 39 pour cent, comme le montre la Figure 27. Cela montre que les stratégies d'intervention doivent être adaptées à des contextes spécifiques, qu'elles doivent se concentrer sur l'accessibilité et l'abordabilité des aliments nutritifs et qu'elles doivent prendre en compte les besoins spécifiques des individus et des ménages ciblés.

**Figure 26 :** Les interventions liées à l'amélioration des pratiques agricoles, à la fortification des aliments de base, et aux transferts monétaires



**Figure 27 :** Les interventions multisectorielles





# Recommandations

Recommandations	Structure Responsable ; Associées	Indicateurs	Source de données/ Méthodologie	Délai de mise en œuvre
<b>1. Qualité nutritionnelle des repas scolaires en augmentant la diversité des groupes d'aliments présents dans les repas</b>				
a. Utiliser les résultats de l'étude FNG pour identifier les aliments qui répondent aux besoins en micronutriments à moindre coût pour les enfants d'âge scolaire et les adolescents	SP/CAN PAM MEMP MESTP	Nombre d'aliments répondant aux besoins en micronutriments au moindre coût identifiés pour les enfants d'âge scolaire et les adolescents	Rapport d'étude/ Etude	Court terme
b. Explorer l'efficacité de diverses modalités de mise en œuvre de l'alimentation scolaire, comme les transferts monétaires, la forte contribution des communautés pour l'amélioration de la diversité des repas plus nutritifs. (Options d'amélioration de la diversité des repas scolaires comme les transferts monétaires aux comités de gestion des cantines, la contribution communautaire, et etc. etc.)	SP/CAN PAM MEMP	Nombre d'options d'amélioration de la diversité des repas scolaires expérimentées	Rapport d'étude/ Etude	Moyen terme
c. Développer des documents d'orientation sur la diversification alimentaire basée sur la disponibilité et les préférences locales afin d'aider les communautés à identifier les aliments et les recettes les plus nutritifs pour les repas scolaires	SP/CAN MAEP PAM MEMP	Nombre de documents d'orientation sur la diversification alimentaire basée sur la disponibilité et les préférences locales	Rapports d'études/ Etude	Moyen terme
d. Développer des mécanismes pour davantage encourager les contributions communautaires aux repas scolaires qui intègrent, en particulier des fruits, des légumes et des aliments d'origine animale	SP/CAN PAM MEMP MESTP	Nombre d'approches de mobilisation communautaire des fruits, des légumes et des aliments d'origine animale comme contribution aux repas scolaires, développées	Rapports d'études/ Etude	Moyen terme

e. Promouvoir les jardins scolaires et les jardins communautaires garants de la disponibilité et de l'accessibilité aux fruits et légumes indispensables pour l'amélioration de la qualité des repas servis aux élèves	SP/CAN PAM MAEP FAO	Nombre de ménages disposant de jardins communautaires et d'arbres fruitiers  Nombre d'écoles disposant de jardins scolaires et d'arbres fruitiers	Rapports de projet/ Projet	Court terme
f. Explorer les opportunités dans les chaînes de valeur qui sont actuellement limitées par la production, mais qui pourraient rendre les repas scolaires plus nutritifs, comme le maraîchage, l'aviculture fermière, la transformation des petits poissons et des produits laitiers, sur la base de la production et des préférences locales	SP/CAN PAM MEMP MESTP	Nombres de chaînes de valeur limitée promues en alimentation scolaire	Rapport d'étude/ Etude	Moyen terme
<b>2. Développement des systèmes, des capacités et des infrastructures pour la fortification des aliments de base et des aliments transformés</b>				
a. Mener des études de faisabilité sur la fortification du maïs et du riz et la bio-fortification, leur acceptation par les consommateurs	SP/CAN MEMP	Nombre d'études de faisabilité sur la fortification du maïs et du riz et leur acceptation réalisé	Rapports d'études	Moyen terme
b. Partager les normes et les spécifications actualisées de l'UMOA pour les aliments de base fortifiés (maïs, riz et autres farines à base de racines et de tubercules) et pour les aliments transformés enrichis (farines infantiles)	SP/CAN PAM MAEP MS FAO MCI	Nombre de rapports présentant les normes et des spécifications pour les aliments de base fortifiés (maïs, riz et autres farines à base de racines et de tubercules) et pour les aliments transformés enrichis (farines infantiles)	Rapports d'études/ Etudes	Moyen terme
c. Identifier les lacunes en matière de capacités et d'infrastructures qui limitent la fortification du céréales (riz, maïs) et du sel chez les meuniers locaux	SP/CAN PAM FAO GAIN SNB MCI	Nombre d'étude diagnostique des lacunes en matière de capacités et d'infrastructures qui limitent la fortification chez les meuniers locaux	Rapport d'étude / Etude	Moyen terme

d. Renforcer les capacités des petits meuniers locaux à fortifier la farine de maïs et à garantir les normes de qualité et de sécurité, y compris celles pertinentes pour le dosage du prémix, la manipulation et le stockage en toute sécurité	SP/CAN PAM FAO GAIN SNB MCI	Nombre d'ateliers de renforcement de capacité de petits meuniers locaux sur les normes de qualité et de sécurité, y compris celles pertinentes pour le dosage du prémix, la manipulation et le stockage en toute sécurité	Rapports d'ateliers/ Ateliers de formation	Court terme
e. Renforcer les capacités des minoteries nationales à assurer la production et la qualité de farine entière fortifiée de maïs	SP/CAN PAM FAO GAIN SNB MCI	Nombre de minoteries nationales ayant bénéficié de séances de renforcement de capacités à assurer la production et la qualité de farine entière fortifiée de maïs	Rapports de formation/ Ateliers de formation	Court terme
f. Générer une demande d'aliments fortifiés en les incluant dans les programmes gouvernementaux, comme ceux de protection sociale, pour augmenter l'offre et réduire les prix des produits enrichis	SP/CAN PAM FAO GAIN SNB MCI	Nombre de programmes gouvernementaux demandant d'aliments fortifiés	Rapports d'étude/ Etude	Moyen terme
g. Développer/encourager la production des aliments transformés enrichis comme les farines fortifiées pour les femmes en âge de procréer et pour les personnes de 3eme âge (par opposition à uniquement pour les enfants)	SP/CAN PAM FAO GAIN SNB MCI	Nombre de farines fortifiées pour les femmes développées	Recherche	Moyen terme
<b>3. Qualité nutritionnelle des repas scolaires en remplaçant le maïs/riz blanc par du maïs enrichi ou du riz brun non poli ou du riz étuvé</b>				
a. Documenter les habitudes alimentaires au niveau de chaque département/ ZME pour identifier les communes dans lesquelles les substitutions des aliments de base pourraient être expérimentées	SP/CAN PAM FAO MAEP MS	Nombre d'étude réalisées pour documenter les habitudes alimentaires au niveau de chaque région	Rapports d'études/ Etudes	Moyen terme

b. Utiliser les résultats de l'étude de faisabilité pour explorer davantage la fortification des aliments à petite échelle au niveau des meuniers locaux (en cours avec le soutien de SNV) et l'enrichissement du maïs à grande échelle (PAM avec le soutien de Techno Serve et Fondation Rockefeller)	SP/CAN PAM FAO GAIN SNB MCI	Nombre de résultats d'interventions pilotes de fortification capitalisés dans le cadre de la politique de fortification	Rapports d'études/ Etudes	Court terme
c. Impliquer davantage le secteur privé dans le développement de produits alimentaires à hautes valeurs nutritives (fortification, enrichissement, etc.)	SP/CAN PAM FAO GAIN SNB MCI	Nombre d'entreprise privées impliqués dans le processus de développement de produits alimentaires à hautes valeurs nutritives (fortification, enrichissement, etc.)	Rapports de projet/ Projet	Moyen terme
d. Développer des messages de changement social et comportemental pour promouvoir le maïs fortifié et le riz brun/riz étuvé auprès des communautés, des parents d'enfants scolarisés, des enseignants et des écoliers	SP/CAN PAM FAO GAIN SNB MCI	Nombre de messages de changement social et comportemental pour promouvoir le maïs fortifié et le riz brun/riz étuvé auprès des communautés, des parents d'enfants scolarisés, des enseignants et des écoliers	Rapports de projet/ Projet	Moyen terme
e. Intégrer la planification de la réorientation vers le maïs fortifié et le riz brun ou le riz étuvé dans la quatrième génération des Plans de Développement Communautaire (PDC), et renforcer la capacité des Maires, Préfets et autres dirigeants locaux au niveau communautaire pour soutenir les actions vers la production et la consommation de maïs fortifié et riz brun	SP/CAN PAM FAO GAIN SNB MCI	Nombre de communes ayant inscrit dans les Plans de Développement Communaux (PDC) de la quatrième génération la production maïs fortifié et le riz brun ou le riz étuvé  Nombre de Maires, Préfets et autres dirigeants locaux au niveau communautaire ayant bénéficié de renforcement de capacités pour soutenir la production et la consommation de maïs fortifié et riz brun  Nombre séances de renforcement de capacités organisées des Maires, Préfets et autres dirigeants locaux	Rapports d'études/ Etudes	Court terme

<b>4. Amélioration de l'état nutritionnel des adolescents en utilisant les écoles comme plateforme pour les interventions de santé</b>				
a. Cibler les zones à taux élevés d'anémie pour fournir une supplémentation en fer et en acide folique) aux adolescentes	SP/CAN MS UNICEF	Nombres d'adolescents (es) supplémentés	Rapports de projet/ Projet	Court terme / Moyen terme
b. Renforcer les capacités du personnel de santé déconcentré pour la mise en œuvre des programmes de supplémentation à l'échelle	SP/CAN MS UNICEF	Nombre d'agents de santé ayant bénéficié de séances de renforcement de capacités	Rapports d'atelier de formation/ Atelier de formation	Court terme / Moyen terme
c. Assurer que l'éducation nutritionnelle soit associée à d'autres sujets liés à la santé, y compris la santé reproductive et la supplémentation	SP/CAN MS UNICEF	Nombre de thématiques d'éducation nutritionnelle associée aux interventions de santé, santé reproductive et de supplémentation		
<b>5. Développement des systèmes nationaux pour fournir des transferts monétaires aux ménages confrontés à des chocs et aux ménages vivant dans l'extrême pauvreté</b>				
a. Investir dans une stratégie gouvernementale d'enregistrement plus holistique des bénéficiaires, prenant également en compte les ménages à haut risque de chocs pouvant affecter les moyens d'existence	SP/CAN ANCP	Nombre de stratégie gouvernementale d'enregistrement plus holistique des bénéficiaires développée	Rapports de projet/ Projet	Moyen terme
b. Élaborer une politique autour des transferts monétaires pour les personnes touchées par le choc afin d'identifier le meilleur mécanisme pour fournir un soutien à court terme pour garantir que les ménages peuvent maintenir la sécurité alimentaire sensible à la nutrition	SP/CAN ANPC UNICEF PAM CARITAS	Nombre de politique des transferts monétaires	Rapports d'études/ Etudes	Moyen terme
c. Elaborer un mécanisme de ciblage des ménages vulnérables précisant les critères d'éligibilité susceptibles de permettre de toucher réellement les groupes cibles en situation de précarité	SP/CAN ANPC UNICEF PAM CARITAS	Nombre de document présentant un mécanisme de ciblage des ménages vulnérables élaboré	Rapports d'études/ Etudes	Moyen terme

d. Coordonner la réponse aux urgences sous l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC) aux niveaux décentralisés et centralisé	SP/CAN ANPC UNICEF PAM CARITAS	Nombre de cadre de concertation communaux et départements impliquées dans la réponse aux urgences sous l'Agence Nationale de Protection Civile (ANPC) aux niveaux décentralisé	Rapports de projet/ Projet	Court terme
e. Investir dans des systèmes d'action anticipative pour pouvoir mieux prévoir les crises et permettre une réponse plus rapide	SP/CAN CT-SAGSA ANPC PAM FAO UNICEF MS	Nombre d'Analyse Cadre Harmonisé organisées  Nombre de mutuelles communautaires de nutrition (MCN) impliquées dans les réponses aux crises	Rapports de projet/ Analyse CH	Court terme / Moyen terme
f. En utilisant les résultats du FNG et du panier de dépenses minimum, assurez que les programmes de transferts monétaires gouvernementaux et non gouvernementaux incluent des valeurs de transfert suffisamment élevées pour avoir un impact sur la capacité des ménages à se permettre des régimes alimentaires nutritifs	SP/CAN ANPC PAM FAO UNICEF CARITAS CRS CROIX ROUGE	Nombre de séance de plaidoyer à l'endroit des programmes de transferts monétaires gouvernementaux et non gouvernementaux pour qu'ils soient sensibles au coût d'une alimentation nutritive	Rapports de projet/ Projet	Court terme / Moyen terme
g. Utiliser les résultats du FNG, coordonner avec les agences et organisations impliquées dans les programmes de transferts monétaires pour développer une communication sur le changement de comportement social sur des recettes locales nutritives et sur une sélection d'aliments qui couvrent efficacement les besoins nutritionnels	SP/CAN PAM FAO UNICEF CARITAS CRS CROIX ROUGE ANPC	Nombre de séance de communication sur le changement de comportement social sur des recettes locales nutritives et sur une sélection d'aliments qui couvrent efficacement les besoins nutritionnels au profit des réfugiés, déplacés et demandeurs d'Asile	Rapports de projet/ Projet	Court terme / Moyen terme
h. Utiliser des bénévoles des communautés locales pour diffuser des informations sur la nutrition	SP/CAN PAM FAO UNICEF CARITAS CRS CROIX ROUGE ANPC	Nombre de bénévoles impliquées dans la réponse nutrition	Rapports de projet/ Projet	Court terme

i.	Explorer les possibilités d'utiliser les programmes de transferts monétaires comme plateformes pour les interventions dans les systèmes de santé et alimentaires, notamment en reliant des bénéficiaires spécifiques à des subventions pour des produits alimentaires enrichis ou à des services de santé	SP/CAN PAM FAO UNICEF CARITAS CRS CROIX ROUGE ANPC	Nombre de programmes de transferts monétaires testés comme porte entrée pour les interventions dans les systèmes de santé et alimentaires	Rapports de projet/ Projet	Court terme
<b>6. Développer des programmes de résilience tenant compte de la nutrition dans les zones sujettes aux chocs et dans les communautés à fort taux de pauvreté</b>					
a.	Cibler les communautés d'accueil dans les zones touchées par le déplacement avec des activités de résilience, en particulier des activités génératrices de revenus qui soutiennent la sécurité alimentaire et la nutrition	SP/CAN CDC CC CSAN GAIN PAM FAO UNICEF CARITAS CRS CROIX ROUGE	Nombre de ménages ciblés dans les zones touchées par le déplacement	Rapports de projet/ Projet	Court terme / Moyen terme
b.	Soutenir les ménages agricoles avec un accès aux intrants qui permettent une productivité accrue	DDAEP-ATDA CCC SP/CAN Préfectures ANCB FAO PAM	Nombres de ménages agricoles ayant un accès aux intrants	Rapports de projet/ Projet	Court terme / Moyen terme
c.	Fournir des services de vulgarisation sur les innovations agricoles durables et résilientes et sur les pratiques agricoles améliorées et durables pour une productivité agricole accrue	DDAEP-ATDA CCC SP/CAN Préfectures ANCB FAO PAM	Nombre de ménages agricoles touchés par le programme de vulgarisation sur les innovations agricoles durables et résilientes et sur les pratiques agricoles améliorées et durables	Rapports de projet/ Projet	Court terme / Moyen terme
d.	Promouvoir les infrastructures pour améliorer les pratiques post-récoltes de stockage, de conservation et un transport amélioré des produits de base	DDAEP-ATDA CCC SP/CAN Préfectures ANCB FAO PAM	Nombre d'infrastructures promues pour améliorer les pratiques post-récoltes de stockage, de conservation et un transport amélioré des produits de base	Rapports de projet/ Projet	Court terme / Moyen terme
e.	Développer des programmes de résilience qui génèrent des revenus pour les ménages en échange des travaux réalisés sur les projets d'infrastructures	Maires CCC SP/CAN Préfectures ANCB ANPC	Nombre de programmes de résilience qui génèrent des revenus pour travaux réalisés, développés	Rapports de projet/ Projet	Moyen terme

# Acronymes

ACCESS	Appui aux Communes et Communautés pour l'Expansion des Services Sociaux
AMSANA	Appui Multisectoriel à la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans l'Atacora
ANCB	Association Nationale des communes du Bénin
ANPC	Agence Nationale de Protection Civile
ATDA	Agences Territoriales de Développement Agricole
AVGSAN-SA	Analyse Globale de la Vulnérabilité, de la Sécurité Alimentaire, de la Nutrition et des Systèmes Alimentaires
CCC	Cadres de Concertation Communale
CotD	Cost of the Diet
CT-SAGSA	Cellule Technique de Suivi et d'Appui à la Gestion de la Sécurité Alimentaire
CRS	Catholic Relief Service
DDAEP	Direction Départementale de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche du Mono
DPH	Direction de la Production Halieutique
EDSB-V	Cinquième Enquête Démographique et de Santé au Bénin
FAO	Food and Agriculture Organization
FNG	Fill the Nutrient Gap
GAIN	Global Alliance for Improved Nutrition
GIZ	German Agency for International Cooperation
GTT	Groupe de Travail Technique
IFAD	International Fund for Agricultural Development
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MCI	Ministère du Commerce et de l'Industrie
MICS	Enquête par grappes à indicateurs multiples
MEMP	Ministère des Enseignements Maternel et Primaire
MESTP	Ministère des Enseignements Secondaire, Technique et de la Formation Professionnelle
MS	Ministère de la Santé
N4G	Nutrition pour la croissance (Nutrition for Growth)
PAM	Programme Alimentaire Mondial PAM
PNASI	Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré
SNB	Société de Nutrition du Bénin
SP/CAN	Secrétariat permanent du Conseil de l'alimentation et de la nutrition
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UNICEF	United Nations Children's Fund
ZME	Zone de Moyens d'existence

# Contributeurs

Cette analyse a été rendue possible sous la direction du Secrétariat Permanent du Conseil de l'Alimentation et de la Nutrition (SP/CAN) et la contribution de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSTaD) et Cellule Technique de Suivi et d'Appui à la Gestion de la Sécurité Alimentaire (CT-SAGSA). Les conclusions et les recommandations ont été rendues possibles grâce au soutien de nombreux experts techniques et partenaires gouvernementaux (Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Ministère de la santé, Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, Ministère des Enseignements Maternel et Primaire, et Cellule Présidentielle de Suivi du PNASI). Nous remercions le SP/CAN et les agences suivantes : UNICEF-Nutrition, UNFPA, USAID, GAIN, GIZ – Bénin, CARE International Bénin/Togo, Plan International, World Vegetable Center, CRS Bénin, et les universités (UAC/FSA-ENSTA, UAC/FSS-END, UAC/IRSP, UNA/ESTCTPA). Nous remercions tout particulièrement Eunice Nago, Jaurès Lokonon, Yolande Agueh, Christian Ayedoun du Bureau du pays du Bénin; Saidou Magagi, Mahamadou Tanimoune, Karen Ologoudou du Bureau Regional Dakar; Matthew Dearborn de Programmes scolaires (SBP) du PAM; l'équipe Fill the Nutrient Gap de la division Nutrition au siège du PAM, avec des remerciements particuliers à Zuzanna Turowska, Catherine Shepperdley, Seo Yeon Hong, Sabrina Kuri, Jo Jacobsen, Saskia de Pee, and Jane Badham.

## Crédit photo

Photo de couverture :	PAM/Rein Skullerud
Photo page 5:	PAM/Bismarck Sossa
Photo page 6:	PAM/Bismarck Sossa
Photo page 9:	PAM/Bismarck Sossa
Photo page 12:	PAM/Bismarck Sossa
Photo page 15:	PAM/Makéba Tchibozo
Photo page 25:	PAM/Makéba Tchibozo
Photo page 30:	PAM/Viviane Kpeglo

### **Division de la Nutrition**

Programme Alimentaire Mondial

Via Cesare Giulio Viola, 68/70

00148 Rome, Italie - T +39 06 65131

[wfp.org](http://wfp.org)

Cette analyse "Fill the Nutrient Gap" a été financée par : Fondation Rockefeller, Le Gouvernement des Pays Bas, Le Gouvernement du Danemark

Les informations fournies dans ce rapport le sont à titre informatif uniquement. La Fondation Rockefeller décline expressément toute responsabilité en cas de pertes, de dommages, de réclamations ou d'autres obligations découlant de l'utilisation de ces informations ou s'y rapportant. Il est expressément entendu que la Fondation Rockefeller, en fournissant ces informations, n'a aucune obligation de les mettre à jour ou de fournir un soutien ou des informations supplémentaires au destinataire.

